

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 19 JANVIER 1928.

BUDGET DU MINISTÈRE DES SCIENCES ET DES ARTS POUR L'EXERCICE 1928 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2) PAR M. BLAVIER.

MESSIEURS,

Le Budget du Ministère des Sciences et des Arts pour l'exercice 1928, sur lequel nous avons l'honneur de vous faire rapport, a été adopté dans toutes les sections. Si, au sein de la Commission, il n'a pas donné lieu à de longues discussions, cela tient surtout au fait que les initiatives nombreuses, prises par le Ministre précédent, avaient été soumises à un examen approfondi, lors de la discussion des Budgets antérieurs, et que les différentes questions, auxquelles l'honorable Ministre s'était attaché avec une compétence audacieuse, avaient été exposées complètement dans les remarquables rapports de M. Carnoy, pour le Sénat, de MM. Heyman et Doms, pour la Chambre.

Si certaines réformes avaient provoqué des inquiétudes, celles-ci furent dissipées par les explications fournies par l'honorable Ministre et suivies d'ailleurs par les mises au point, commandées par l'application. Un terrain d'entente, qu'on peut espérer durable, a été trouvé pour la plupart de ces mesures.

D'ailleurs, — pourquoi ne pas le constater à la fin d'une période ministérielle assez mouvementée? — à mesure que ces réformes se tassent dans notre système général d'enseignement, beaucoup d'esprits d'abord inquiets s'aperçoivent que l'homme d'enseignement, qui vient de passer par le Département des Sciences et des Arts, n'était pas le novateur téméraire ou idéaliste, passant inconsidérément

(1) Budget, n° 4-VII.

(2) La Commission est composée :

a) des membres de la Commission de l'Enseignement, des Sciences et des Arts : MM. Lemonnier, président, Blavier, Bouchery, Carton, Cocq, Declercq, Desagheer, Destree, De Winde, Doms, Hutysmans, Melckmans, Merlot, Ramaekers, Van Isacker, Wauwerwans.

bi) de six membres nommés par les Sections : MM. Amelot, Doms, Vergels, de Wouters d'Oplinter, Mampacy, Delattre.

sur les règlements et les faits, ni l'homme de parti sectaire ne sachant comprendre ni respecter les convictions et les sentiments de l'adversaire politique.

Le monde enseignant lui saura gré de ses efforts pour réaliser plus d'unité dans notre système d'enseignement ; pour décongestionner des programmes trop chargés ; pour réformer des méthodes et des situations qui ne cadraient plus avec les temps, ni avec la pédagogie ; pour avoir su garder intact la structure de notre enseignement au milieu des difficultés financières de 1926 ; enfin pour avoir maintenu une nouvelle période de paix scolaire malgré les froissements inévitables, mais passagers, malgré la poussée des impatients de tous les partis. Mais ces mêmes milieux, qui reconnaissent ces mérites incontestables demandent maintenant un moment de repos, d'arrêt dans les réformes, le temps pour certaines d'entre elles de s'adapter, de s'implanter dans le système général. Qu'on n'institue pas des contre-expériences regrettables, dont notre enseignement ferait les frais et en attendant que le Parlement ait révisé ou interprété certaines lois désuètes ou peu claires, qu'on se tienne à l'esprit de la constitution, au principe que l'enseignement officiel est réglé par l'État. La personnalité du juriste éminent qui est à la tête du Ministère des Sciences et des Arts n'en sera-t-elle pas la garantie ?

D'autre part, les temps sont trop sérieux, les autres préoccupations trop graves, pour que dans tous les partis on ne fasse pas de sacrifices pour le maintien de la pacification scolaire, qui sera encore pendant de longues années la condition essentielle pour la formation et le maintien d'un gouvernement stable et salubre pour le pays.

*
* *

La question du 4^{me} degré, dont le programme a pris un caractère plus général et s'est rapproché ainsi des deux premières années de nos sections moyennes, la question des écoles normales, où la plupart des dissentiments ont été aplanis, le Fonds des Mieux Donés pour lequel nous attendons le résultat de la première application des réformes introduites, n'ont plus retenu l'attention de la commission comme les années précédentes. Celle-ci s'est concentrée sur certains points intéressant plus spécialement l'enseignement moyen et la réforme des méthodes. Les préoccupations de notre commission sont allées également vers la question pénible et pressante de l'outillage scientifique de nos universités et de nos laboratoires, vers la situation de nos musées, de nos bibliothèques, dont la détresse vient de provoquer un puissant mouvement de générosité dans le pays.

Augmentation et diminution.

Le Budget du Département des Sciences et des Arts accuse, pour les dépenses ordinaires, une augmentation de 47,918.980 francs.

Les dépenses exceptionnelles sont, d'une part, en augmentation de 559,700, et, d'autre part, en diminution de fr, 30,423,334.77.

Les augmentations constatées dans les dépenses ordinaires ont plusieurs origines.

En premier lieu se placent les dépenses du personnel, pour un montant de 41,353,769 francs.

Ensuite nous trouvons les dépenses de matériel, pour un chiffre d'environ 400,000 francs.

Puis, les majorations sollicitées en faveur des Sciences, de l'Instruction publique, de l'Enseignement supérieur et des Beaux-Arts.

Les sciences trouvent une amélioration dans les articles :

16. Sciences	116,000
18. Observatoire royal	216,950
24. Musée royal d'Histoire naturelle	389,430
TOTAL. fr.	<u>722,380</u>

L'Instruction publique (Fonds des mieux doués, art. 30), voit son allocation augmentée de 1,638,000 francs.

L'Enseignement supérieur, non officiel, jouit d'une augmentation de 1,000,000 de francs (art. 36 et 37).

Les Beaux-Arts trouvent une amélioration dans les articles :

85. Arts plastiques et graphiques, encouragements et subsides. fr.	320,000
86. Exposition générale des Beaux-Arts.	350,000
90. Institut supérieur des arts décoratifs.	250,000
91. Académies de dessin	153,000
94. Subsidés	10,000
95. Concours de peinture	30,090
97. Musées royaux des Beaux-Arts	458,400
99. Musées du Cinquantenaire.	352,000
101. Château de Mariemont	16,940
103. Château de Gaesbeek	9,000
106. Fonds commun des Musées	72,000
107. Monuments publics.	100,000
108. Restauration des monuments	100,000
116. Écoles de musique	266,750
117. Encouragement aux artistes lyriques	300,000

Lettres.

120. Lettres françaises	79,500
121. Lettres flamandes	91,500
133. Services bibliographiques	57,000
137. Indemnités aux bibliothécaires	300,000
TOTAL. fr.	<u>3,316,090</u>

DEUXIÈME SECTION. — DÉPENSES EXCEPTIONNELLES.

144. Enseignement moyen : Subsidés aux communes . . fr.	200,000
147. Subside au Comité olympique	200,000
149. Subside Aix-la-Chapelle (E. M.)	153,000

Par contre, cette section est en diminution de fr. 30,423,334.77, résultant de la suppression des articles réservés aux : Musée d'Anvers, arriérés de péréquation de pension.

Remboursement de l'avance à l'économat, indemnités aux parents des victimes de l'incendie de l'École normale, à Nivelles.

Dans nos Ecoles moyennes.

Nous ne reviendrons pas ici sur l'idée dominante, qui est à la base des réformes de ces dernières années, c'est-à-dire la réalisation de l'emboîtement de nos divers degrés d'enseignement. Bornons-nous à constater que l'école unique, qui rencontrait des adversaires décidés, et armés d'arguments sérieux, rallie tous les suffrages pour autant qu'elle n'envisage pas le nivellement, la formation identique pour tous, mais qu'elle tâche d'élaguer un enseignement trop touffu, qu'elle écarte les dangers d'une spécialisation trop hâtive, qu'elle poursuive un enseignement plus logique et plus économique, qu'elle enlève au passage à tous les degrés d'études les heurts, les pertes de temps, les fourvoiements, les découragements.

Un des points névralgiques de la réforme se trouve toujours à l'enseignement primaire. Depuis le 1^{er} octobre 1924 le programme-type des trois premiers degrés des écoles primaires est appliqué dans toutes les sections préparatoires des écoles moyennes de l'État, de sorte que nous avons un programme unique dans les six premières années des écoles primaires officielles et libres, dans les sections préparatoires des écoles moyennes et dans les écoles d'application d'école normale.

Les sections préparatoires en arrivent ainsi à ne plus former que des doubles de l'école primaire voisine. Or nous constatons que, dans les communes où les deux existent, l'école moyenne payante se dépeuple en faveur de l'école primaire non-payante. Un membre de la commission s'est inquiété des motifs de la diminution du nombre des élèves, diminution qui, d'après les milieux, est attribuée à des causes très différentes.

Nous donnons en annexe la situation de la population scolaire de nos écoles moyennes pendant les trois dernières années.

Il en résulte que la diminution ne se constate pas dans les sections moyennes, qu'elle est générale tant en pays wallon qu'en pays flamand dans les sections primaires. A part certaines situations locales, elle semble donc devoir être attribuée aux mêmes causes générales pour tout le pays.

Indépendamment de la crise de la natalité, il semble que l'on puisse considérer comme cause probable les nouvelles dispositions concernant le paiement du minerval scolaire.

Un arrêté du 9 avril 1927 a modifié le régime de la rétribution scolaire dans les établissements d'enseignement moyen de l'État.

Le minerval est fixé actuellement au taux annuel de 300 francs dans les trois classes supérieures des athénées royales; 200 francs dans les trois classes inférieures des athénées royales et dans les sections moyennes des écoles moyennes; 100 francs dans les sections préparatoires des écoles moyennes.

Dans les sections moyennes des admissions gratuites et des réductions de minerval sont accordées à de nombreuses catégories d'élèves.

L'admission gratuite de droit est accordée :

1° Aux enfants et petits enfants (orphelins de père ou de mère ou abandonnés par leurs parents) des fonctionnaires dénommés ci-dessous, en exercice, pensionnés ou décédés :

a) Inspecteurs de l'enseignement moyen;

b) Préfets, directeurs, directrices des établissements d'instruction moyenne;

c) Professeurs, régents, instituteurs, intérimaires en fonctions, surveillants, anciens secrétaires-trésoriers, des athénées royaux et des écoles moyennes, directeurs, professeurs, membres du personnel administratif et surveillants des sections normales moyennes.

2° Aux enfants des veuves qui épousent un des fonctionnaires en exercice ou pensionnés énumérés ci-dessus;

3° Aux enfants du personnel enseignant et administratif des établissements similaires, provinciaux et communaux, mais seulement à titre de réciprocité;

4° A tous ceux qui aux termes de la loi du 13 juin 1919 instituant l'Œuvre Nationale des Orphelins de guerre, sont considérés comme orphelins de guerre (y compris les enfants d'invalides à 60 %).

La faveur de l'admission gratuite de droit peut être étendue par exception à des enfants de militaires alliés tombés au champ d'honneur, à des enfants de civils alliés fusillés par l'ennemi pour faits de guerre et aux enfants de grands invalides des pays alliés.

5° Aux enfants de fonctionnaires et agents de l'Administration centrale du Ministère des Sciences et des Arts, inspecteurs des écoles normales moyennes, concierges et gens de service, commissionnés par arrêté royal dans les établissements d'instruction moyenne de l'État.

D'autre part des réductions de 20, 40, 60, 80 %, sont accordées pour le 2°, le 3°, le 4°, le 5° enfant de la même famille qui fréquentent l'établissement.

Les parents dont le revenu global n'excède pas un montant déterminé, peuvent, en outre, obtenir, sur leur demande, la restitution du quart, de la moitié ou de la totalité de la rétribution scolaire.

Mais ces réductions ou restitutions ne sont pas accordées aux parents dont les enfants fréquentent la section préparatoire.

Toutefois il a été porté à la connaissance des directeurs et directrices, qu'exceptionnellement et en présence de cas intéressants, ils sont autorisés à soumettre au département des propositions d'admission gratuite ou à prix réduit pour les élèves des sections préparatoires.

Ces exemptions exceptionnelles ne parviendront pas à relever les sections primaires de leur handicap vis-à-vis des écoles primaires, qui profitent encore d'un autre avantage, notamment la gratuité des fournitures classiques.

Cette situation ne mènera-t-elle pas à la séparation des enfants d'après la classe sociale, en payants et non-payants en attendant qu'elle compromette l'existence des sections préparatoires. Nous connaissons une ville de province où le conseil communal a été obligé de créer successivement une seconde, une troisième, et bientôt une quatrième classe dans une école communale, qui depuis des années était restée stationnaire et où un seul instituteur avait été toujours suffisant. Dans le bâtiment voisin se trouve l'école moyenne, où deux classes avaient dû être dédoublées après la guerre. Malgré une direction excellente et un corps professoral dévoué, la population de l'école moyenne diminue; elle aura bientôt des professeurs en surnombre, tandis que le nombre croissant des élèves nécessitera bientôt une classe nouvelle, une nomination nouvelle de l'autre côté du même mur.

Quoiqu'on en pense il y a là une situation équivoque. On peut différer d'avis sur l'utilité des sections primaires dans leur état actuel; on peut penser, comme l'auteur de ce rapport, qu'il vaut mieux que toutes les classes se coudoient à l'école primaire, qu'elles ne s'en connaîtront que mieux. La sincérité nous commande de constater que la question de l'existence des sections primaires est posée.

* * *

Nous tenons cependant à reconnaître les efforts réalisés pour ouvrir l'enseignement, et spécialement l'enseignement moyen aux classes peu aisées. Pour réaliser l'égalité du point de départ le système belge vaut peut-être mieux que celui qu'on veut introduire en France pour rendre l'enseignement secondaire gratuit. Nous rendons hommage une fois de plus à la mesure prise déjà au budget de 1926 et instituant un crédit d'un demi-million en faveur du Fonds d'avances de la Ligue des Familles nombreuses.

Un membre s'est inquiété de la répartition de ces fonds. Ce crédit est mis à la disposition de la Ligue des Familles nombreuses à charge pour celle-ci de répartir, conformément aux statuts de son Fonds d'avances, des allocations aux familles nombreuses pour les études de leurs enfants.

Pour obtenir l'aide du Fonds d'avances, il n'est pas nécessaire que les intéressés fassent partie de l'association. Celle-ci administre le Fonds et fait rapport au Ministre. Deux délégués du Ministre sont adjoints au comité du Fonds d'avances. Ce comité est constitué de telle manière que tous les partis politiques y soient représentés.

Parmi les mesures destinées à ouvrir notre enseignement moyen à toutes les couches de la population signalons également les modifications que le Parlement vient d'apporter à l'organisation du Fonds des mieux doués. Celles-ci ont pour but non seulement de diminuer les frais généraux de gestion, mais aussi de donner plus de place à l'avis du personnel enseignant, qui a vu le sujet à l'œuvre et de ne plus écarter aucun élément de valeur.

Extensions à l'Enseignement moyen.

Outre les 24 athénées, prévus par la loi organique, nous avons en ce moment cinq sections d'athénée à Diest, Thuin, Virton, Bouillon, Stavelot. Donnant suite à une suggestion émise à la Commission des Sciences et des Arts de la Chambre des Représentants et exposée dans le rapport de M. Gollier. M. le Ministre Huysmans a créé un grand nombre de sections latines et commerciales, rattachées aux écoles moyennes.

Les communes étant obligées d'intervenir dans les frais pour un tiers, il y a eu de la part de celles-ci des protestations, qui ont eu un écho à la Commission.

Les obligations et les droits respectifs de l'État en ce qui concerne ces extensions, sont fixées par le règlement organique des Écoles moyennes :

1° Pour les cours de langues anciennes, nous avons l'article 12 qui est ainsi conçu :

Art. 12. — Dans les écoles moyennes éloignées de toute commune, siège d'un établissement officiel d'enseignement moyen du degré supérieur, Notre Ministre des Sciences et des Arts peut organiser des cours de langues anciennes en faveur des élèves qui se proposent de continuer régulièrement leurs études à l'athénée. Ces cours seront faits, conformément au programme et à l'horaire des cours de langues anciennes dans les athénées royaux, par des professeurs porteurs des titres légaux requis pour cet enseignement. La création de ces cours et leur maintien sont subordonnés à la condition que dix élèves au moins les suivent, en première année.

Le Conseil communal sera consulté préalablement à l'organisation de ces cours; la commune interviendra pour un tiers dans la dépense.

2° L'organisation des cours supérieurs et des sections commerciales dans les mêmes établissements est réglée par les articles 8 et 11 du règlement organique.

Arr. 8. — Suivant les besoins de la localité ou de la région, Notre Ministre des Sciences et des Arts peut annexer à l'école moyenne proprement dite des sections spéciales et des cours supérieurs d'instruction générale. Les sections spéciales (commerciales, industrielles, administratives, agricoles, coloniales, etc.) comprenant une ou plusieurs années d'études, seront établies parallèlement à la troisième année d'études d'instruction générale ou seront superposés à l'école moyenne proprement dite.

La création de ces sections et leur maintien sont subordonnés à la condition que dix élèves au moins suivent les cours de leur première année.

Arr. 11. — Le Conseil communal sera consulté sur l'annexion des cours supérieurs ou de sections spéciales à l'école moyenne et sur le caractère à leur donner. La commune où des sections spéciales ou des cours supérieurs sont annexés à l'école moyenne fournit les locaux, le mobilier, l'outillage didactique, les collections et pourvoir à leur entretien. Elle intervient en outre pour un tiers au moins dans les dépenses résultant de l'organisation de ces sections.

D'une façon générale, le Gouvernement a décidé, par interprétation de l'article 9 de la loi du 15 juin 1881 et sur avis conforme du Comité de législation, que toutes les communes, sans distinction, pourraient être tenues d'intervenir à concurrence d'un tiers dans les dépenses entraînées par la réforme des programmes et l'augmentation de la population scolaire.

Intervention des Communes.

Votre Commission s'est occupée des difficultés qu'ont beaucoup de communes pour payer leur quote-part dans les frais de personnel des établissements d'enseignement moyen.

Toutes les communes, sièges d'un établissement d'instruction moyenne de l'État, quelles que soient leur importance et leurs ressources, sont, *en principe*, tenues de supporter les frais de premier établissement et les frais courants d'entretien des locaux, ainsi que les dépenses entraînées par l'achat de matériel dans ces écoles; elles sont obligées, en outre, d'intervenir à concurrence du tiers dans les dépenses de traitements et des autres frais de personnel.

En ce qui concerne les frais de premier établissement et l'acquisition du mobilier classique, le Gouvernement peut venir en aide aux communes par voie de subsides.

Telle est la règle formulée par l'article 9 de la loi du 15 juin 1881.

Cette quotité du tiers dans les dépenses du personnel, qui est demandée aux communes, constitue un maximum qui ne peut être dépassé sans leur consentement exprès (sauf l'exception prévue au § 2 de l'art. 9). Le droit de coercition du Gouvernement peut donc toujours s'exercer jusqu'à concurrence de ce tiers, mais rien n'oblige le Gouvernement à épuiser ce droit; il peut descendre en dessous du tiers de la dépense et se contenter d'une allocation inférieure.

En fait, les gouvernements qui se sont succédé depuis 1850 n'ont pas, en général, épuisé le droit de coercition et la plupart des communes, sièges d'un

établissement créé en exécution de la loi du 1^{er} juin 1850, n'interviennent que pour une quote-part inférieure au tiers. Cette quote-part est très variable; en général, elle est en fonction de l'importance et des ressources des communes. De même en 1881, les communes dont les établissements ont été transformés en établissements de l'État, ont bénéficié d'une situation privilégiée.

Mais en ce qui concerne les communes qui ont demandé l'érection sur leur territoire d'un établissement d'instruction de l'État, ou celles dans lesquelles cette érection a été décrétée d'office, le droit de coercition a été généralement appliqué et ces communes ont été tenues d'intervenir pour un tiers dans les dépenses du personnel.

Cette règle d'intervention du tiers a été appliquée également à *toutes les communes sans distinction*, pour les dépenses *nouvelles* entraînées notamment par les dédoublements de classes.

Cependant, le Gouvernement s'est, à diverses reprises, occupé du sort des communes qui, à raison de leur faible population et de leurs ressources limitées, supportent le plus difficilement les charges des établissements d'instruction moyenne de l'État, situés sur leur territoire.

Mais aucune solution vraiment pratique n'a été trouvée jusqu'à présent.

L'honorable M. Destrée, que cette situation avait préoccupé lorsqu'il était à la tête du Département des Sciences et des Arts, a, depuis, déposé une proposition de loi qui a pour objet de reporter une partie de la dépense incombant à la commune, siège de l'établissement, sur les communes du domicile des élèves pérégrins, c'est-à-dire non domiciliés dans la commune siège de l'école.

Comme cette proposition rencontre des objections nombreuses, un membre a demandé — et la Commission s'est ralliée à sa suggestion — quelle suite le Gouvernement comptait donner à la proposition, qui lui a été faite de prendre à sa charge l'entière des frais des sections préparatoires. La majorité des communes intéressées n'ont pas 5,000 habitants. Comme suite aux nombreuses pétitions, qui lui ont été envoyées par ces communes, le Gouvernement ne pourrait-il admettre un taux d'intervention inférieur à un tiers dans le cas où les ressources des communes sont réduites ?

*
* *

Des précisions ont été demandées sur les versements faits par les communes.

Antérieurement au 1^{er} janvier 1927, les communes — sièges d'un établissement d'enseignement moyen — versaient directement dans les caisses des secrétaires-trésoriers leur part contributive dans les dépenses de personnel. Ce système présentait parfois un sérieux inconvénient : le retard apporté dans le versement pouvait mettre le secrétaire-trésorier dans l'impossibilité de payer les traitements.

Depuis le 1^{er} janvier 1927, le paiement des traitements est entièrement assuré par la comptabilité générale du Département des Sciences et des Arts. La part des communes doit être versée directement dans les caisses de l'État. La prévision de recette figure au Budget des Voies et Moyens (cf. *Moniteur belge*, Budget des Voies et Moyens pour 1928 — 30 décembre 1927 — article 73, p. 5,852). Part des communes dans le paiement des traitements du personnel des athénées royaux et des écoles moyennes de l'État : 13,670,000 francs.

La Comptabilité générale commencera incessamment à fixer exactement la

part qui incombe à chaque commune. Celle-ci sera alors invitée à régulariser sa situation. Normalement, les communes doivent verser leur part par trimestre et anticipativement. En 1927, par suite de la transition du régime, il n'a pas toujours été possible de rechercher si les communes satisfaisaient régulièrement à leurs obligations.

Réforme des Méthodes.

LA SPÉCIALISATION.

Plusieurs rapports précédents ont insisté sur la nécessité d'assurer une meilleure formation pédagogique des professeurs et sur la réforme des méthodes.

M. le Ministre Huysmans a introduit diverses mesures pour combattre l'encombrement des programmes, le surmenage, la passivité des élèves. Le travail dirigé, les exercices coordonnés et gradués en classe, d'après les procédés adoptés en France, ont permis de réduire ces travaux à domicile, qui n'offrent d'ailleurs aucune garantie de sincérité. Il faut apprendre aux élèves à étudier, à réfléchir, à agir, à prendre une initiative, à extraire l'essentiel d'un exposé, d'une lecture et les préparer ainsi soit aux études supérieures soit à la grande école de la vie.

Parmi les mesures prises pour mieux adapter les professeurs à leur tâche et pour leur permettre, tout en facilitant celle-ci, de donner le maximum de rendement, nous donnerons quelques précisions sur une réforme, qui a été vivement commentée par le corps professoral, la spécialisation.

Dans les Athénées royaux.

L'article 12 du règlement organique des Athénées royaux en date du 20 septembre 1924 dispose que les cours de langues anciennes sont confiés, autant que possible, à un même professeur dans chacune des classes des humanités anciennes : ce professeur sera considéré comme directeur de la classe.

Un professeur était également chargé de la direction générale de chaque classe des humanités modernes.

Auparavant les attributions des professeurs étaient réglées de la manière suivante : cours de langues anciennes : dans la plupart des cas, le même professeur enseignait le français, le latin, le grec et la morale. Cours de langues germaniques : le professeur était souvent chargé de l'enseignement du flamand, de l'anglais et de l'allemand dans la même année d'études, surtout dans les classes inférieures.

Quant au cours de mathématiques et de sciences physiques et naturelles, ils étaient dans certaines classes confiés au même professeur.

Un professeur enseignait la plupart du temps l'histoire et la géographie

A ce régime, a été substitué le principe de la spécialisation se traduisant par la répartition verticale des attributions.

La réforme porta d'abord sur les cours de langues germaniques. Dans la mesure du possible chaque professeur fut chargé d'enseigner dans les diverses classes une seule langue, notamment celle qui avait fait l'objet d'une étude approfondie à l'Université.

Puis vint la spécialisation des cours de français et de langues anciennes. Le

cours de français fut confié à un spécialiste, de préférence un docteur en philologie romane. Les cours de latin et de grec furent répartis entre les divers professeurs suivant leurs aptitudes ou leurs travaux scientifiques. Dans certains cas, on confia le cours de morale à un spécialiste. Ce cours continue cependant à être fait par le professeur de langue maternelle dans la plupart des établissements.

Le nouveau régime n'a pas encore été introduit dans tous les athénées, soit que la composition du personnel ne s'y prêtât pas, soit que la nécessité d'organiser le nouveau régime linguistique ne l'ait pas permis dans certains athénées flamands en utilisant les professeurs en fonctions.

Dans la mesure du possible, l'enseignement des sciences naturelles a été enlevé aux docteurs en sciences physiques et mathématiques et confié à des spécialistes.

La spécialisation dans l'enseignement présente des avantages surtout pour les professeurs des classes supérieures : elle facilite leur travail de préparation, leur permet d'approfondir la matière à enseigner, leur rend possible la continuation de travaux scientifiques. Ils peuvent suivre l'élève dans son développement pendant plusieurs années.

Les inconvénients de la répartition verticale des cours existent plutôt dans les classes inférieures.

L'élève qui sort de la classe préparatoire ou primaire est désorienté : trop de professeurs se succèdent dans la classe et chacun d'eux n'exerce sur l'élève qu'une faible action.

Nous croyons que limitée aux classes supérieures, la spécialisation dans nos athénées ne peut présenter que des avantages et pour les professeurs et pour les élèves.

Dans les sections préparatoires des écoles moyennes.

Aux termes de la loi organique peuvent être nommés instituteur ou institutrice en section préparatoire, les professeurs agrégés de l'enseignement moyen du degré inférieur, les régentes diplômées, les instituteurs et les institutrices diplômées.

Le règlement organique des Ecoles moyennes de l'Etat en date du 20 septembre 1924 autorise, en son article 27, le Ministre des Sciences et des Arts, à soumettre les instituteurs et institutrices diplômés à une épreuve spéciale (cette épreuve n'a d'ailleurs jamais été instituée).

Depuis la création des écoles moyennes, les emplois d'instituteur ou d'institutrice dans les sections préparatoires ont été accordés de préférence aux professeurs agrégés du degré inférieur ou aux régentes.

Dans des circonstances exceptionnelles, notamment durant la période de 1881 à 1884, on a eu recours à des instituteurs pour suppléer au manque de régents diplômés.

Après la guerre, d'une part, à cause de la pénurie de candidats porteurs du diplôme de régent, d'autre part, en raison du développement des sections préparatoires, de nombreux instituteurs primaires ont été employés dans ces classes.

Exceptionnellement, quelques institutrices ont été désignées dans les écoles moyennes pour filles.

M. Huysmans, adoptant une règle nouvelle, réserva les emplois d'instituteur

et d'institutrice aux seuls candidats qui possédaient à la fois le diplôme de régent (e) et celui d'instituteur (trice) ou ce dernier seulement.

Diverses raisons peuvent être invoquées à l'appui de cette règle :

- 1° Il y a identité de programme entre les sections préparatoires et les trois premiers degrés de l'école primaire;
- 2° Les élèves sortant des écoles normales moyennes n'ont peut-être pas toute la compétence pour faire avec succès l'enseignement primaire;
- 3° Ils seraient notamment dans l'impossibilité d'enseigner avec succès certains cours spéciaux, tels la musique et la gymnastique.

Auparavant, ces cours étaient faits dans les classes préparatoires par des professeurs spéciaux. Une circulaire du 22 octobre 1926 fait entrer le cours de gymnastique dans les attributions ordinaires des titulaires des classes préparatoires.

Par contre, certaines considérations peuvent aussi être invoquées, pour le maintien de régents (régentes) au moins au degré supérieur de la section préparatoire :

- 1° Le programme des études normales moyennes prévoit l'initiation des élèves pendant un an à la méthodologie et à la pratique de l'enseignement primaire;
- 2° La culture générale des régents (tes), est supérieure à celle des instituteurs (trices) primaires et c'est là un élément important dans la préparation des élèves à l'enseignement secondaire;
- 3° Les régents (tes) ont une connaissance plus approfondie de la seconde langue, cours obligatoire au degré supérieur de la section préparatoire;
- 4° La présence de régents (tes) en section préparatoire facilite les suppléances du personnel de la section moyenne. Le chef d'établissement peut immédiatement prendre des mesures pour assurer l'enseignement dans les classes supérieures en attendant l'arrivée d'un intérimaire;
- 5° Le passage des régents (tes) en section préparatoire constitue pour eux un stage excellent.

Quoi qu'on en pense une mesure transitoire semble s'imposer ici et pendant quelques années au moins il faudrait réserver aux régents (tes) les emplois d'instituteurs (trices) dans les 5^e et 6^e années de la section primaire, puisque les nombreux régents (tes) qui attendent une place, n'ont entrepris ces études et que les parents n'ont consenti les sacrifices qu'avec la perspective d'obtenir une nomination d'instituteur en attendant celle de régent.

L'Enseignement dans la langue maternelle.

C'est pour enlever une cause de surmenage chez les élèves que M. Huysmans a poussé plus loin l'application du principe que les notions nouvelles doivent être enseignées au moyen de la langue maternelle, ce qui est surtout nécessaire pour les sciences exactes, telles que les sciences naturelles et les mathématiques.

Dans nos écoles moyennes flamandes, ces branches s'enseignaient dans une langue que les élèves des premières années moyennes ne comprenaient qu'avec peine. Comment les élèves auraient-ils pu suivre avec goût l'enseignement de leur professeur, comment celui-ci pouvait-il obtenir les mêmes résultats que ses collègues de la Wallonie?

Cependant, malgré l'application intégrale à nos écoles moyennes du principe « langue maternelle, langue véhiculaire », un tiers au moins du temps scolaire resta consacré à des cours de français ou faits en français, grâce au système de répétitions, d'applications orales et écrites dans la seconde langue.

En 1927, les élèves sortant de l'école moyenne, nouveau régime, devaient passer en 3^e de l'athénée. En se basant sur l'article 2 de la loi de 1883, le Ministre pouvait introduire dans les athénées flamandes un système analogue à celui des écoles moyennes. A l'exception de l'athénée d'Anvers, où l'expérience d'ailleurs pleinement réussie de M. Destrée se continue, les deux tiers des cours sont donnés dans la langue maternelle de l'élève, un tiers restant consacré à des exercices dirigés, comme la version et le thème latins. Dès les grandes vacances de 1927 la même organisation fut introduite depuis la sixième jusqu'à la troisième classe des athénées.

Le système devra donner dans les athénées les mêmes résultats excellents que ceux dont se félicitait l'inspection à la fin de l'année scolaire 1927 pour les écoles moyennes. A moins de faire une contre-expérience regrettable au détriment des élèves de l'enseignement moyen, il devra être maintenu et étendu progressivement aux classes supérieures.

Il faut bien le dire ici, si la loi sur l'emploi des langues dans l'enseignement moyen n'a pas pu être appliquée dans son entièreté jusqu'à maintenant, ce fut également à cause du manque de personnel enseignant flamand. Le dédoublement progressif de l'Université de Louvain, l'application de la loi Nolf nous fournira désormais le personnel scientifique capable d'enseigner en flamand les mathématiques, les sciences, les langues anciennes et les autres branches.

La seule objection qu'on puisse faire contre le nouveau régime, c'est que le maintien en Flandre des sections wallonnes, aussi éthiques qu'elles soient, nécessitera le dédoublement d'un plus grand nombre d'heures de cours et la nomination d'une dizaine de professeurs nouveaux. Mais cette dépense peut-elle contrebalancer le tort incalculable, le retard dans la formation intellectuelle et morale qu'un régime antipédagogique cause aux élèves.

Ne pourrait-on soumettre ici à M. le Ministre la suggestion suivante : là où deux athénées sont très rapprochés, comme c'est le cas pour Bruxelles et Ixelles, ne pourrait-on pas fusionner les sections spéciales si celles-ci ne sont pas suffisamment peuplées.

Mesures contre l'absentéisme.

Les mesures suivantes ont été prises pour enrayer l'absentéisme qui constitue un sérieux facteur de retard dans l'avancement des élèves et qui d'ailleurs a diminué d'une manière sensible ces derniers mois.

Pour prévenir les inconvénients résultant de l'abus des cumuls, la circulaire du 10 février 1927 a introduit des règles limitant à six heures par semaine le maximum qui ne peut être dépassé que dans des circonstances exceptionnelles, avec l'autorisation du Ministre.

En présence du retour progressif à une situation normale au point de vue des habitations, l'administration se montre plus sévère pour l'octroi d'autorisations de résider dans une localité autre que celle où est situé l'établissement.

Dans la mesure du possible, l'on rapproche les membres du personnel de leur résidence effective. On cherche notamment à assurer un nombre d'heures suffisant aux professeurs spéciaux dans un même établissement de manière qu'ils ne doivent pas être employés dans des établissements situés dans diverses localités.

Une réglementation nouvelle des congés pour maladie a été introduite. Les agents qui sollicitent un congé de quinze jours au moins sont appelés à comparaître devant les comités de contrôle (arrêté royal du 28 avril 1927 étendant la compétence de ces comités au personnel des établissements d'instruction moyenne de l'État) dans le courant du mois où leur demande a été introduite. Ces comités se réunissent jusque quatre fois par mois. Quant aux institutrices en couches elles ne doivent être convoquées qu'à l'expiration de leur deuxième mois de congé.

Autrefois les candidats étaient nommés sur la foi d'un certificat médical, constatant qu'ils avaient les aptitudes requises pour l'enseignement. Un arrêté royal en date du 8 juin 1927 prescrit que tout candidat à un poste dans l'enseignement moyen de l'État doit, avant de pouvoir obtenir une nomination, être soumis à un examen médical devant le comité de contrôle du ressort où il est appelé à exercer ses fonctions.

Ces mesures semblent efficaces.

Dans les Ecoles normales.

La crise qui a surgi dans le placement des instituteurs et institutrices, le cri d'alarme que le grand nombre de régents(tes) et instituteurs(trices) avait fait pousser, nous ont induit à examiner la situation dans nos écoles normales.

Nous constatons que la loi inexorable de l'offre et de la demande tend à régler ici les choses et que le placement difficile des instituteurs ainsi que le relèvement du niveau des études ont contribué à diminuer dans de fortes proportions la population des classes inférieures dans l'enseignement normal.

Pour l'année scolaire 1925-1926, la population globale des écoles normales primaires était de 11,876 élèves.

En 1926-1927, cette population est tombée à 10,502 élèves, c'est-à-dire qu'elle était en diminution d'un dixième sur le chiffre de l'année précédente.

Un nouveau recul de la population s'enregistre pour l'année scolaire 1927-1928. La population globale, d'après les tableaux statistiques qui viennent d'être dressés, n'est plus, en effet que de 8,506.

Elle se répartit comme suit :

Écoles normales de l'État	1,341	}	569 garçons.
			772 filles.
Écoles normales provinciales et communales.	1,288	}	553 garçons.
			735 filles.
Écoles normales privées agréées	5,877	}	2,040 garçons.
			3,837 filles.

. . .

Si l'on compare les chiffres ci-dessus à ceux de l'année scolaire 1926-1927, on constatera qu'ils donnent comme diminution par catégorie d'écoles :

a) *Écoles normales de l'État* : 1,689 — 1,341 = 348 (proportion 1/5°);

b) *Ecoles normales provinciales et communales* : 1,668 — 1,283 = 380 (proportion 1/4);

c) *Ecoles normales privées* : 7,145 — 5,877 = 1,268 (proportion 1/6°).

La diminution sur l'ensemble est d'environ 1/5° (2,081 sur 10,502).

*
* *

Le recul sur les chiffres de 1926-1927 s'est donc fortement accentué : il est passé à un chiffre proportionnel double. La diminution est restée dans la même proportion que l'année précédente pour les écoles normales de l'État; pour les écoles normales provinciales et communales, elle est passée de un douzième à un quart, et pour les écoles normales privées de un neuvième à un sixième.

*
* *

La cause de ce recul se trouve dans l'absence de nouveaux élèves dans les classes inférieures. Les sections préparatoires sont peu peuplées et il en est de même de la première année d'études.

En 1926-1927, il y avait 2,554 élèves en dernière année (examen de sortie en 1927). Après leur départ, la population eût du être encore de 10,502 — 2,554 ou de 7,948 élèves. Comme il est de 8,506 élèves, il y a lieu d'admettre que les écoles ont reçu 8,506 — 7,948 ou 558 élèves nouveaux. Ce chiffre est théorique car, en réalité, il est plus élevé, puisqu'il y a des élèves qui sont écartés chaque année après les examens de passage.

Statistiques des écoles normales.

	Année scolaire 1925-1926.	Année scolaire 1926-1927.	Année scolaire 1927-1928.
Population globale.	11,876	10,502	8,421
Écoles normales de l'État (16 écoles).	2,102 { Garçons : 925 Filles : 1,177	1,689 { Garçons : 738 Filles : 951	1,341 { Garçons : 569 Filles : 772
Écoles normales : provinciales et communales (12 écoles).	1,813 { Garçons : 757 Filles : 1,052	1,668 { Garçons : 646 Filles : 1,022	1,288 { Garçons : 553 Filles : 735
Écoles normales : privées-agrées (50 écoles).	7,961 { Garçons : 2,680 Filles : 5,281	7,145 { Garçons : 2,507 Filles : 4,638	5,877 { Garçons : 2,040 Filles : 3,837

Les crédits scientifiques.

Votre Commission s'est préoccupée également de la grande pitié de nos établissements scientifiques. Elle a rendu hommage à l'initiative de notre Souverain, qui par la fondation du Fonds National des Recherches Scientifiques,

et avec la collaboration constante et vivifiante des membres de la Famille Royale, vient de déclancher un mouvement de générosité aussi fructueuse que magnifique.

On l'a répété ces jours-ci à satiété, les sacrifices consentis pour outiller nos universités, pour faire progresser les recherches scientifiques, ne constituent qu'une forme moderne de l'utilitarisme. Cela est vrai surtout pour un pays dénué de richesses naturelles comme le nôtre : nous n'avons que notre sol si étroit et nos couches de charbon. Si la productivité de notre sol a été poussé si haut, nous le devons au travail opiniâtre de générations nombreuses et aux progrès réalisés par notre science agricole.

Si au moment où beaucoup de charbonnages wallons commencent à s'épuiser, nos gisements houillers viennent d'être augmentées par 10 millions de tonnes disposées dans des couches épaisses et riches, ne le devons-nous pas aux recherches opiniâtres d'un professeur de l'Université de Louvain, dont la confiance ne pouvait être ébranlée par les échecs parce que basée sur des données scientifiques longement établies.

Mais en dehors de ces richesses données par la nature, nous devons tirer tout de nous-mêmes. Dans les nombreux domaines de notre activité ce sont en dernier ressort nos établissements scientifiques, qui doivent nous fournir les spécialistes, qui seuls peuvent nous permettre de résister sur le marché mondial. Les relations entre l'industrie et la science même spéculative deviennent de plus en plus étroites.

Nous ne pouvons échapper à la décadence économique qu'en valorisant continuellement notre matériel humain, qu'en élevant sans cesse le niveau intellectuel général de la nation, qu'en poussant toujours plus loin le perfectionnement, la spécialisation à outrance de nos techniciens, de nos hommes de métier dans tous les domaines.

De petits pays comme la Hollande et la Suède inscrivent dans leur budget des crédits scientifiques qui dépassent le quintuple des nôtres. Autant qu'eux nous avons besoin d'une élite intellectuelle, d'une forte production scientifique pour vivre et prospérer, pour garder notre situation matérielle et morale dans le monde.

* *

Dès 1927, lorsque la stabilisation pouvait être considérée comme acquise, le Conseil des Ministres poursuivant un plan général d'augmentation de nos crédits scientifiques, consentit une augmentation de 20 % pour l'outillage des laboratoires et des musées. Ce geste permit de se retourner vers les donateurs privés et fut avec l'appel de notre Souverain le point de départ du mouvement de générosité en faveur de nos institutions scientifiques.

Qu'il nous soit permis de rappeler ici qu'en 1914 les crédits pour l'outillage de nos musées, de nos bibliothèques, de nos laboratoires étaient considérés comme insuffisants. Rappelons que pour l'entretien matériel de nos musées et pour les acquisitions nouvelles il y avait en tout 160,000 francs valeur 1914, y compris 70,000 francs pour toutes les sections du Cinquantenaire, ces musées aux formidables richesses, que les Belges ne connaissent pas suffisamment et dont maints trésors ne peuvent être exposés faute de place convenable et de crédits pour l'entretien des locaux.

Or, comme M. Doms l'a établi dans son rapport de l'année passée, nous sommes loin d'avoir péréquaté les crédits établis avec tant de parcimonie en 1914.

Plus tard on établira le bilan des trésors que cet appui parcimonieux aux

hommes et aux choses de l'esprit a fait perdre au pays. Un membre de la Commission a fait remarquer, qu'un des organismes scientifiques au grand passé et de réputation mondiale, la Société des Bollandistes ne dispose même plus des ressources suffisantes pour continuer des recherches historiques, qu'elle poursuit cependant d'une manière si désintéressée. L'Institut belge à Rome est obligé d'espacer de plus en plus ses publications. La Belgique ne peut-elle rien faire pour secourir ceux qui, par pur dévouement, contribuent à maintenir son renom scientifique à l'étranger?

* *

Il est suffisamment connu que le ministère précédent avait fait une proposition pour obtenir du matériel ainsi que des livres pour les universités sur le compte réparations en nature par l'Allemagne.

Certes, de telles acquisitions ne peuvent être faites que moyennant l'inscription préalable au budget d'un crédit permettant d'engager la somme correspondante. Bien qu'effectuée par virement du compte réparation au budget du département, elle n'en constitue pas moins une dépense réelle, puisqu'elle grève d'autant le Budget des Voies et Moyens, auquel figurent les crédits de réparations.

Cependant, nous savons combien il est difficile d'atteindre le coefficient des réparations en nature, si on craint de léser trop gravement des industries belges. Ne vaudrait-il pas mieux y mettre en moins quelques millions de charbons allemands, sur lesquels le Département des Finances a perdu jusqu'à 20 %, et les remplacer par des livres pour nos bibliothèques, un outillage scientifique coûteux pour nos universités, des microscopes pour nos laboratoires, des collections pour nos musées, du matériel didactique pour nos écoles? Ne sommes-nous pas obligés maintenant pour beaucoup de ces choses de nous fournir à Leipzig? N'y a-t-il pas des œuvres d'art dans le haut commerce d'antiquités allemand qu'on pourrait faire rentrer par cette voie?

Si on cherche une base pour ce dernier point ne la trouverait-on pas dans la somme de 2 millions marks-or qui, au moment où on négociait le plan Dawes, avait été prévue pour la réparation des œuvres d'art détruites en Belgique et réclamées par des particuliers à l'État?

Qu'on forme un comité pour signaler et trier les demandes. Elles ne manqueront pas. Nous croyons, d'ailleurs, que la proposition formelle faite sous le Ministère précédent était accompagnée d'une liste d'objets très détaillée et intéressant la plupart de nos établissements scientifiques.

* *

Il est à remarquer que les crédits, prévus au Budget ordinaire de 1927 et au projet de loi accordant des crédits supplémentaires pour la même année, sont supérieurs en ce qui concerne les Universités de l'État et plusieurs établissements scientifiques à ceux qui sont prévus au Budget de 1928.

C'est la conséquence du fait que les crédits supplémentaires pour 1927 n'ont été demandés qu'après l'établissement du projet de Budget pour 1928.

I. — Universités de l'État. (ART. 38 : Matériel.)

Les crédits accordés ou sollicités pour l'exercice 1927 s'élèvent à 4 millions 425,536 francs, plus 1,170,000 = 5,595,536 francs.

Les crédits sollicités pour 1928 s'élèvent à 4,443,436 francs.

Pour les mettre à la hauteur des crédits de 1927 et permettre aux deux Universités de l'État de poursuivre leur activité normale en 1928, il faudrait un crédit supplémentaire de 1,170,000 francs.

II. — *Bibliothèque royale.* (Art. 22 : Matériel.)

Les crédits accordés ou sollicités pour l'exercice 1927 s'élèvent à 1 million 143,800 francs.

Les crédits demandés pour 1928 s'élèvent à 588,570 francs.

La Bibliothèque royale devrait disposer d'un supplément de 555,000 francs.

III. — *Observatoire royal de Belgique.* (Art. 18 : Matériel.)

Les crédits accordés ou sollicités pour l'exercice 1927 s'élèvent à 527,000 francs.

Pour 1928, il a été demandé 403,750 francs.

Un supplément d'environ 125,000 francs serait donc nécessaire.

Les crédits sollicités en 1928 pour les autres établissements scientifiques sont égaux ou supérieurs à ceux qui ont été obtenus ou demandés pour 1927.

La Commission émet le vœu que le Gouvernement présente des amendements pour mettre ces crédits à la hauteur de ceux de 1927.

QUESTIONS DIVERSES.

L'Inspection médicale.

Nous savons qu'un projet de réforme est prêt à être soumis aux délibérations du Parlement, et cela dans le but d'assurer l'application réelle de la loi et une meilleure utilisation des dépenses imposées aux communes.

A vrai dire les localités importantes seules possèdent un service fonctionnant convenablement. Dans les petites, elle est inexistante. En 1926, il y avait encore deux cent dix-huit communes en défaut d'établir l'inspection médicale dans leurs écoles.

Les autorités locales s'intéressent fort peu à cette institution, dont elles ne saisissent pas la portée sociale et dont elles ne calculent que les conséquences financières.

Les médecins-inspecteurs négligent leurs fonctions, situation tolérée généralement à cause de l'insuffisance de la rémunération.

Une réforme viendrait à son heure du moment qu'elle ne contient aucun principe nouveau de dépense ni pour l'État ni pour les communes.

Indemnités aux bibliothécaires.

Art. 137. — Ces indemnités qui sont de 150, 300 ou 450 francs suivant le nombre de séances de prêts obligatoires tenues, n'ont pas été augmentées depuis leur institution en 1921.

Il a semblé qu'en raison de la situation financière, toutes les disponibilités possibles en faveur des bibliothèques devaient aller à l'augmentation des crédits pour acquisition de livres : le nombre des bibliothèques a, en effet, à peu près

doublé depuis 1921 et, en même temps, le prix des livres a doublé ou triplé, selon qu'il s'agit d'éditions belges, ou d'éditions françaises ou néerlandaises.

Néanmoins la Commission a émis le vœu que la possibilité d'augmenter le montant des indemnités soit examinée le plus tôt possible, le dévouement des bibliothécaires étant au même titre qu'un choix de bons et de beaux livres, un facteur nécessaire pour répandre le goût de la lecture et diriger celui-ci vers les ouvrages les plus intéressants et les plus instructifs.

Crédits au profit des Colonies d'enfants.

Des précisions ont été demandées au sujet de l'utilisation du crédit au profit des enfants admis dans les Colonies organisées par les communes.

En 1926, un premier crédit de 10,000 francs fut inscrit à l'intervention de M^{me} Spaak, membre du Sénat, au Budget des Sciences et des Arts, en vue d'encourager les communes et les directions scolaires adoptées et libres, qui organisent des colonies de vacances pour enfants normaux.

Sur le crédit de 10,000 francs prévu pour 1926, un subside de fr. 5,129.20 a été alloué à la commune de Saint-Gilles-lez-Bruxelles.

Pour 1927, ce crédit a été porté à 20,000 francs.

Jusqu'à présent une seule demande de subsides est parvenue à l'Administration centrale; elle émane encore de la commune de Saint-Gilles.

* * *

La répartition se fait au prorata du nombre des enfants qui ont bénéficié d'un séjour dans une colonie de vacances.

La décision du Conseil communal relative à l'organisation de pareille colonie doit évidemment avoir été approuvée conformément à l'article 46 de la loi organique de l'enseignement primaire.

Les communes et les comités scolaires sont tenus de fournir un relevé indiquant :

- 1° Le nombre des enfants envoyés dans la colonie scolaire;
- 2° La durée du séjour pour chaque enfant;
- 3° La dépense journalière par enfant.

Ces renseignements doivent être contrôlés et certifiés exacts par l'inspection scolaire.

*Revision de la loi sur la collation des grades académiques
et le programme des examens universitaires.*

Les modifications importantes et nombreuses que ce projet apporte à la loi du 10 avril 1890 et du 3 juillet 1891 constituent, pour la plupart, d'heureuses innovations. Cependant, tel qu'il est sorti des délibérations du Sénat, il a soulevé, dans les milieux universitaires, des critiques assez vives, dont quelques-unes paraissent fondées. Les modifications demandées portent sur les points suivants :

- 1° Sur la fixation des examens légaux par arrêté royal et non plus par la loi;

2° La suppression des jurys à instituer par le Gouvernement, à savoir le jury central et les jurys spéciaux institués par certains établissements;

3° Les dispositions qui fixent les conditions d'admission aux grades académiques.

Il semble que le moment soit venu pour que la Chambre donne une solution définitive à ces questions, pour la plupart desquelles on semble avoir trouvé un terrain d'entente.

Le Rapporteur,

EM. BLAVIER.

Le Président,

M. LEMONNIER.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 19 JANUARI 1928.

BEGROOTING VAN HET MINISTERIE VAN KUNSTEN EN WETENSCHAPPEN VOOR HET DIENSTJAAR 1928 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **BLAVIER**.

MIJNE HEEREN,

De Begrooting van het Ministerie van Kunsten en Wetenschappen voor het dienstjaar 1928, waarover wij de eer hebben U verslag uit te brengen, is door al de afdelingen aangenomen geworden. Zoo zij, in de Commissie, tot geen lange besprekingen heeft aanleiding gegeven, komt dit vooral hier door, dat de menigvuldige initiatieven, door den voorgaanden Minister genomen, bij de behandeling der vroegere begrootingen, aan een grondig onderzoek waren onderworpen geworden en dat de onderscheidene vraagpunten, op welke oplossing de achtbare Minister zich met een aandurvende bevoegdheid had toegelegd, op volledige wijze uiteen werden gezet in de merkwaardige verslagen van den heer Carnoy, voor den Senaat, van de heeren Heyman en Doms, voor de Kamer.

Zoo sommige hervormingen bezorgdheid hadden gewekt, werd deze door de ophelderingen van den achtbaren Minister weggeruimd; trouwens, zij werden spoedig gevolgd door de aanpassingen welke in de praktijk noodzakelijk bleken. Voor de meeste dezer maatregelen, werd alzoo een terrein van overeenstemming gevonden, dat men voor duurzaam mag houden.

Overigens, — en waarom dit niet vaststellen op het einde van een tamelijk veelbewogen ministerieele loopbaan, — naar mate die hervormingen zich in ons algemeen onderwijsstelsel vastzetten, komen vele geesten, — die zich eerst er over bezorgd maakten, — tot het bewustzijn dat de schoolman, die het Departement van Kunsten en Wetenschappen zoo pas heeft verlaten, geenszins de over-

¹⁾ Begrooting, n^o 4-VII.

⁽²⁾ De Commissie bestaat uit :

a) *de leden der Commissie voor het Onderwijs, de Kunsten en Wetenschappen* : de heeren Lemonnier, voorzitter, Blavier, Bouchery, Carton, Cocq, Declercq, Desagheer, Destrée, De Winde, Doms, Huysmans, Melckmans, Merlot, Ramaekers, Van Isacker, Wauwermans ;

b) *zes leden door de Afdelingen benoemd* : de heeren Amelot, Doms, Vergeis, de Wouters d'Oplinter, Mampaey, Delattre.

H

Dit verslag, n^o 70, is rondgedeeld geworden op 24 Januari 1928.
(Art. 4 van het besluit van de Kamer betreffende het onderzoek der Begrootingen.)

moedige of idealistische baanbreker was die onbezonnen heenstapte over de reglementen en de feiten, noch de door partijdrift verblinde die de denkwijzen en de gevoelens van den politieken tegenstrever niet vermocht te begrijpen noch te eerbiedigen.

De onderwijswereld zal hem dank wijten, omdat hij gepoogd heeft meer eenheid te brengen in ons leerstelsel; overladen programma's te verlichten; methodes en toestanden te hervormen, welke niet meer strookten met den tijd noch met de pedagogie; het bouwgeraamte van ons onderwijs ongerept te hebben bewaard, ondanks de financiële moeilijkheden van 1926; eindelijk, een nieuwen termijn van schoolvrede te hebben bestendigd, ondanks de onvermijdbare, doch voorbijgaande wrijvingen, — ondanks den drang naar voren van de plaatskenschijters uit al de partijen.

Edoch, uit diezelfde middens — waar deze onbetwistbare verdiensten worden erkend — stijgen thans stemmen op die om verpoozing roepen, om stilstand in de hervormingen; die den noodigen tijd vragen om zich aan te passen en de hervormingen in het algemeen stelsel wortelvastheid te doen bekomen. Men hoede er zich voor betreurenswaardige tegenexperimenten in te voeren, die ten nadeele van ons onderwijs zouden uitvallen, en, — in afwachting dat het Parlement zekere verouderde of weinig klare wetten hebbe herzien of nader verklaard, — houde men zich aan den geest der Grondwet, aan het principe dat het officieel onderwijs door den Staat wordt geregeld. Zal de persoonlijkheid van den eminenten rechts geleerde, die aan het hoofd staat van het Ministerie van Kunsten en Wetenschappen, dien waarborg niet kunnen leveren?

Anderzijds, zijn de tijden te ernstig, de overige bezorgdheden te gewichtig, om niet al de partijen aan te zetten, offers te brengen voor het behoud van den schoolvrede, welke nog vele jaren lang het hoofdvereischte zal uitmaken bij de vorming en voor het instandhouden van een vaste en voor het Land heilzame Regeering.

. . .

De quaestie van den 4^{ten} graad. — waarvan het programma een meer algemeen karakter heeft aangenomen en alzoo nader is gekomen tot de eerste twee jaren van onze middelbare afdelingen —, de quaestie van de normaalscholen. — waar de meeste geschilpunten werden vereffend —, het Fonds der Meestbegaafden, — waarvan wij de uitslagen afwachten bij de eerste toepassing der nieuwe hervormingen —, hebben niet meer, zooals de vorige jaren, de aandacht van de Commissie gaande gemaakt.

Deze heeft hare aandacht gevestigd op sommige punten die inzonderheid het middelbaar onderwijs en de hervorming der leermethodes betreffen. Onze Commissie heeft zich insgelijks bezorgd getoond voor de moeizame en dringende quaestie van de wetenschappelijke toerusting onzer universiteiten en laboratoria, voor den toestand onzer muzea, onzer bibliotheken, voor welker nooden door heel het land een machtige beweging van edelmoedigheid is ontstaan.

Verhooging en verlaging.

De Begroting van het Departement van Kunsten en Wetenschappen wijst, voor de gewone uitgaven, op eene verhooging van 47,918,980 frank.

De uitzonderlijke uitgaven zijn, eenerzijds, in verhooging met 559,700 frank, en, anderzijds, in vermindering met fr. 30,423,334.77.

De vermeerdering in de gewone uitgaven spruit voort uit verschillende oorzaken :

Voor eerst komen de uitgaven voor het personeel, tot beloop van 41,353,769 fr. (zie de toegevoegde tabel I).

Daarna komen de uitgaven voor materieel, tot beloop van ongeveer 400,000 fr. (zie tabel II).

Verder de aangevraagde verhoogingen voor de Wetenschappen, het Openbaar onderwijs, het Hooger onderwijs en de Schoone Kunsten.

De Wetenschappen vinden eene verhooging bij de artikelen :

16. Wetenschappen	fr. 116,000
18. Koninklijk Observatorium	216,950
24. Koninklijk Museum van Natuurlijke Geschiedenis.	389,430
TOTAAL. . . . fr.	<u>722,380</u>

Voor het Openbaar onderwijs (Fonds der meestbegaafden, art. 30), wordt de tegemoetkoming vermeerderd met 1,638,000 frank.

Het Hooger niet officieel onderwijs bekomt eene verhooging van 1,000,000 frank (art. 36 en 37).

De Schoone Kunsten vinden eene verhooging bij de artikelen :

85. Plastische en graphische kunsten, aanmoedigingen en toelagen	fr. 320,000
86. Algemeene tentoonstelling van Schoone Kunsten . . .	350,000
90. Hooger Instituut voor sierkunsten	250,000
91. Teekenscholen	153,000
94. Toelagen	10,000
95. Wedstrijd voor schilderkunst.	30,090
97. Koninklijke Musea van Schoone Kunsten	458,400
99. Musea van het Jubeljaarpark	352,000
101. Kasteel van Mariemont.	16,940
103. Kasteel van Gaesbeek	9,000
106. Gemeen fonds der Musea	72,000
107. Openbare monumenten	100,000
108. Herstelling der monumenten	100,000
116. Muziekscholen	266,750
117. Aanmoediging van de lyrische kunstenaars.	300,000

Letteren.

120. Fransche letteren	79,500
121. Vlaamsche letteren	91,500
132. Bibliographische diensten	57,000
137. Vergoedingen aan de bibliothecarissen	300,000
TOTAAL fr.	<u>3,316,090</u>

TWEEDE AFDEELING. — UITZONDERLIJKE UITGAVEN.

144. Middelbaar onderwijs : Toelagen aan de gemeenten . fr.	200,000
147. Toelage aan het Olympisch Comité.	200,000
149. Toelage aan de Belgische Middelbare School, te Aken .	153,000

Deze afdeeling wijst eene vermindering aan van fr. 30,423,334.77 wegens het wegvallen van de artikelen voorbehouden aan : Antwerpsch Muzeum, achterstallen van de perequatie der pensioenen.

Terugbetaling van het voorschot aan het economaat, schadeloosstellingen aan de ouders der slachtoffers van den brand der Middelbare School, te Nijvel.

In onze Middelbare Scholen.

Wij zullen hier niet terugkomen op de grondgedachte die de hervormingen der laatste jaren beheerscht heeft, namelijk de verwezenlijking van de incenshakeling van onze onderscheidene onderwijsgraden. Beperken wij ons bij de vaststelling, dat de eenheidsschool, die besliste tegenstanders had welke ernstige argumenten aanvoerden, de goedkeuring van eenieder wegdraagt inzoover zij niet de gelijkmaking, dezelfde vorming voor allen nastreeft, doch tracht een al te omvangrijk onderwijs te verlichten en te vereenvoudigen, de gevaren van een al te vroegtijdige specialisatie vermijdt, een meer logisch en goedkooper onderwijs nastreeft, bij den overgang, in alle graden, de schokken, het tijdverlies, de verdwaling en de ontmoediging wegneemt.

Een der nijpendste punten van de hervorming berust steeds bij het lager onderwijs. Sedert 1 October 1924, wordt het type-programma der eerste drie graden van de lagere scholen toegepast in al de voorbereidende afdeelingen der Staatsmiddelbare scholen, zoodat wij een eenheids-programma hebben in de eerste zes jaren van de officieele en vrije scholen, in de voorbereidende afdeelingen der middelbare scholen en in de oefenscholen der normaalscholen.

De voorbereidende afdeelingen komen er aldus toe, aan hunne leerlingen juist hetzelfde onderwijs te geven als dat door de naburige lagere school verstrekt. Welnu, wij stellen vast dat in de gemeenten waar beide scholen bestaan, de betalende middelbare school hare leerlingen verliest ten voordeele van de niet-betalende lagere school. Een lid van de commissie heeft zich verontrust over de redenen dier vermindering van het getal leerlingen; die redenen worden, naar gelang de middelen, aan zeer verschillende oorzaken toegeschreven.

In de bijlage vermelden wij den toestand van de schoolbevolking in ons middelbaar onderwijs, gedurende de laatste drie jaren.

Hieruit blijkt, dat de vermindering niet alleen op te merken is in de middelbare scholen, doch dat zij algemeen is, in de lager- onderwijs-afdeelingen het Waalsche als van het Vlaamsche land. Buiten enkele toestanden van plaatselijken aard, moet men deze vermindering toeschrijven aan dezelfde algemeene oorzaken voor het geheele land.

Afgezien van de daling van het cijfer der geboorten, schijnt men als waarschijnlijke oorzaak te moeten beschouwen, de nieuwe bepalingen betreffende de betaling van het schoolgeld.

Bij besluit van 9 April 1927, werd het stelsel der betaling van het schoolgeld in de Staatsinrichtingen van middelbaar onderwijs gewijzigd.

Het schoolgeld is thans vastgesteld op het jaarlijksch bedrag van 300 frank in

de drie hoogste klassen van de Koninklijke Athenaea; 200 frank in de drie laagste klassen der Koninklijk Athenaea en in de middelbare afdeelingen der middelbare scholen; 100 frank in de voorbereidende afdeelingen der middelbare scholen.

In de middelbare afdeelingen wordt kosteloze toelating en vermindering van het bedrag van het schoolgeld aan talrijke categorieën van leerlingen toegestaan.

De kosteloze toelating wordt verleend :

1° Aan de kinderen en kleinkinderen (vader- en moederloze weezen of door hun ouders verlaten kinderen der hieronder vermelde in dienst zijnde, gepensioneerde of overleden ambtenaren :

- a) Opzieners van het middelbaar onderwijs;
- b) Prefecten, bestuurders, bestuursders der middelbare onderwijsinstellingen;
- c) Leeraars, regenten, onderwijzers, in dienst zijnde waarnemers, studiemeesters, gewezen secretarissen-penningmeesters der Koninklijke Athenaea en middelbare scholen, bestuurders, leeraars, leden van het administratief personeel en studiemeesters aan de middelbare normaal-afdeelingen.

2° Aan de kinderen van de weduwen, die met een der hierboven opgesomde in dienst zijnde of gepensioneerde ambtenaars trouwen;

3° Aan de kinderen van het onderwijzend en administratief personeel der soortgelijke provinciale of gemeentelijke instellingen, doch slechts voor zoover er wederkeerigheid bestaat;

4° Aan al degenen die, luidens de wet van 15 Juni 1919, tot oprichting van het Nationaal Werk der Oorlogsweezen, als oorlogsweezen beschouwd worden (de kinderen van invaliden met 60 t. h. invaliditeit, inbegrepen).

Het voordeel der kosteloze toelating, van ambtswege, kan uitzonderlijk verleend worden aan de kinderen van op het eereveld gesneuvelde geallieerde soldaten, aan kinderen van geallieerde burgers, die wegens oorlogsfeiten door den vijand gefusilleerd werden, en aan de kinderen van groote invaliden der geallieerde landen.

5° Aan de kinderen van ambtenaren en agenten van het Centraal Beheer van het Ministerie van Kunsten en Wetenschappen, opzieners der middelbare normaal-scholen, portiers en dienstboden, bij Koninklijk besluit aangesteld in de Rijksmiddelbare onderwijsinrichtingen.

Anderzijds, worden verminderingen van 20, 40, 60, 80 t. h. toegestaan voor het 2^{de}, 3^{de}, 4^{de}, 5^{de} kind van hetzelfde gezin welke de instelling bezoeken.

De ouders wier totaal inkomen een bepaald bedrag niet overschrijdt, kunnen, op aanvraag, de teruggave van het vierde, van de helft of van het gezamenlijk bedrag van het schoolgeld, bekomen.

Doch deze vermindering of teruggave van het schoolgeld worden niet toegestaan aan de ouders wier kinderen de voorbereidende afdeeling bezoeken.

Er werd echter aan de bestuurders en bestuursters medegedeeld dat zij, in sommige belangwekkende gevallen, gemachtigd zijn bij het Ministerie voorstellen in te dienen tot verleening van kosteloze toelating of van toelating tegen verminderden prijs, ten voordeele van leerlingen der voorbereidende afdeelingen.

Deze uitzonderlijke vrijstellingen zullen evenwel aan de lagere afdeelingen niet toelaten het handicap uit den weg te ruimen waarmede zij bezwaard zijn ten aanzien van de lagere scholen; deze genieten nog andere voordeelen, namelijk de kosteloosheid van de schoolbenodigdheden.

Zal deze toestand niet leiden tot de verdeeling van de kinderen volgens den maatschappelijken stand : in betalenden en niet-betalenden, in afwachting dat hij het bestaan van de voorbereidende afdeelingen bedreige. Wij kennen eene

provinciestad waar de gemeenteraad verplicht werd achtereenvolgens een tweede, een derde en weldra een vierde klasse op te richten in eene gemeenteschool die, sedert jaren, geen vooruitgang gekend had en waar een enkele onderwijzer altijd volstaan had. In het naburig gebouw bevindt zich de middelbare school, waar men, na den oorlog, twee klassen had moeten ontubbelen. Ondanks een uitstekende leiding en een leeraarskorps vol toewijding, vermindert het getal leerlingen van de middelbare school; zij zal weldra te veel leeraars tellen, terwijl, aan de andere zijde van den muur, het stijgend getal leerlingen al spoedig eene nieuwe klas en eene nieuwe benoeming zal noodzakelijk maken.

Hoe men er ook over denke, de toestand is abnormaal. Men kan van meening verschillen over het nut van de lagere afdeelingen, men kan de meening koesteren, — zooals schrijver van dit verslag, — dat het beter is dat in de lagere school de klassen alle met elkaar in aanraking staan, dat zij elkaar daardoor beter zullen kennen. Eerlijkheidshalve moeten wij vaststellen, dat het vraagstuk van het bestaan der lagere afdeelingen gesteld is.

* * *

Wij houden er evenwel aan, de pogingen te erkennen die werden gedaan om het onderwijs, en vooral het middelbaar onderwijs, open te stellen voor de onbemiddelde klassen. Om de gelijkheid bij het aanvangspunt te verwezenlijken, is het Belgische stelsel misschien beter dan het stelsel dat men in Frankrijk wil invoeren om het middelbaar onderwijs kosteloos te maken. Wij brengen nogmaals hulde aan degenen die reeds in de begroting van 1926 den maatregel deden opnemen, waarbij een crediet van een half millioen werd verleend aan het Voorschottenfonds van den Bond der Kroostrijke Gezinnen.

Een lid toonde zich ongerust over de verdeling van deze sommen. Dit crediet wordt ter beschikking van den Bond der Kroostrijke Gezinnen gesteld, met opdracht deze tegemoetkomingen, overeenkomstig de statuten van zijn Voorschottenfonds, aan de groote gezinnen uit te keeren voor de studiën van hunne kinderen.

Om uit het Voorschottenfonds steun te bekomen, is het niet noodig dat de belanghebbenden deel uitmaken van den Bond. Deze beheert het Fonds en brengt verslag uit voor den Minister. Twee afgevaardigden van den Minister worden toegevoegd aan het Comité van het Voorschottenfonds. Dit Comité is derwijze samengesteld, dat alle politieke partijen er in vertegenwoordigd zijn.

Onder de maatregelen bestemd om ons middelbaar onderwijs open te stellen voor al de lagen der bevolking, willen wij ook naar voren brengen de wijzigingen die het Parlement heeft aangebracht in de organisatie van het Fonds der Meestbegaafden. Zij hebben voor doel, niet alleen de algemeene kosten van beheer te verminderen, maar ook meer rekening te houden met het persoonlijk advies van het onderwijzend personeel, dat de leerlingen aan het werk heeft gezien, en geen enkel bestanddeel van waarde meer uit te schakelen.

Uitbreiding van het Middelbaar Onderwijs.

Behalve de 24 athenea door de organieke wet voorzien, hebben wij op dit oogenblik vijf atheneumafdeelingen: te Diest, Thuin, Virton, Bouillon en Stavelot. Gevolg gevend aan een voorstel van de Commissie voor Kunsten en Wetenschappen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, en dat uiteengezet werd

in het verslag van den heer Gollier, heeft Minister Huysmans een groot getal Latijnsche afdelingen en handelsafdelingen, aan de middelbare scholen toegevoegd, in het leven geroepen.

Daar de gemeenten verplicht zijn voor één derde in de kosten tusschen te komen, rezen er van die zijde klachten op die weerklink vonden in de Commissie.

De onderscheidenlijke verplichtingen en rechten van den Staat, wat betreft deze uitbreidingen, zijn vastgesteld door het Organiek Reglement voor de Rijksmiddelbare Scholen :

1° Voor de lessen in de klassieke talen, hebben wij artikel 12, luidend :

ART. 12. — In de middelbare scholen welke ver verwijderd zijn van een gemeente waar een officieele inrichting voor middelbaar onderwijs van den hooger grad is gevestigd, mag Onze Minister van Wetenschappen en Kunsten cursussen in de oude talen inrichten ten behoeve van de leerlingen die voornemens zijn regelmatig hunne studiën aan het atheneum voort te zetten.

Die cursussen zullen gegeven worden overeenkomstig het programma en den uurrooster van de cursussen in de oude talen aan de Koninklijke athenea, door leeraars die in het bezit zijn van de voor dat onderwijs vereischte wettelijke bekwaamheidsbewijzen. Bedoelde cursussen worden ingericht en in stand gehouden op voorwaarde dat ten minste tien leerlingen ze in het eerste jaar volgen.

De gemeenteraad zal geraadpleegd worden voordat de cursussen ingericht worden; de gemeente verleent een tegemoetkoming van één derde in de uitgave.

2° De inrichting van de hoogere cursussen en van de handelsafdelingen in dezelfde instellingen wordt geregeld door de artikelen 8 en 11 van het organiek reglement.

ART. 8. — Al naar de noodwendigheden der plaats of der streek, mag Onze Minister van Wetenschappen en Kunsten aan de eigenlijke middelbare school bijzondere afdelingen en hoogere cursussen voor algemeen vormend onderwijs toevoegen. De bijzondere afdelingen (handels-, nijverheids-, bestuurs-, landbouw-, koloniale afdelingen, enz.) welke uit één of verschillende studiejaar bestaan, zullen parallel met het derde studiejaar voor algemeen vormend onderwijs worden ingericht of een vervolg zijn van de eigenlijke middelbare school.

Die afdelingen worden ingericht en in stand gehouden op voorwaarde dat ten minste tien leerlingen de lessen van het eerste jaar volgen.

ART. 11. — De gemeenteraad zal geraadpleegd worden over het toevoegen van hoogere cursussen of van bijzondere afdelingen aan de middelbare school, evenals over den hun te geven vorm. De gemeente, waar bijzondere afdelingen of hoogere cursussen verbonden worden aan de middelbare school, verstrekt de lokalen, de meubelen, de leermiddelen, de verzamelingen, en voorziet in hun onderhoud. Daarenboven, verleent zij eene tegemoetkoming van ten minste één derde in de uitgaven veroorzaakt door de inrichting van bedoelde afdelingen.

Over het algemeen, heeft de Regeering besloten, door de verklaring van artikel 9 van de wet van 15 Juni 1881 en op eensluidend advies van het Comité van Wetgeving, dat al de gemeenten, zonder onderscheid, zouden kunnen verplicht worden tusschen te komen voor één derde in de kosten die de hervorming van de programma's en de vermeerdering van de schoolbevolking zullen medebrengen.

De tusschenkomst van de gemeenten.

Uwe Commissie heeft zich beziggehouden met de moeilijkheden die talrijke gemeenten ondervinden bij de betaling van hun aandeel in de kosten van het personeel der inrichtingen van het middelbaar onderwijs.

Al de gemeenten, waar eene inrichting van het Rijksmiddelbaar onderwijs bestaat, welke ook hun belang zij en de geldmiddelen waarover zij beschikken, worden *principieel* verplicht de oprichtingskosten te dekken en de gewone onderhoudskosten, alsmede de uitgaven veroorzaakt door den aankoop van materieel in deze scholen; zij worden bovendien verplicht tot het beloop van een derde, tusschen te komen bij de betaling der wedden en andere kosten van personeel.

Wat betreft de oprichtingskosten en den aankoop van het schoolmobilair, kan de Regeering de gemeenten helpen, bij wege van toelagen.

Dit is de regel bepaald bij artikel 9 der wet van 15 Juni 1881.

Dit bedrag van een derde, als aandeel van de gemeenten bij het dekken der uitgaven voor het personeel, is een maximum dat niet mag worden overschreden zonder haar uitdrukkelijke toestemming (behoudens de uitzondering voorzien in § 2 van art. 9). De Regeering kan dus steeds de gemeenten dwingen, tot het beloop van dit derde, tusschen te komen, doch zij is niet verplicht gebruik te maken van haar recht; zij mag minder dan het derde vragen en zich tevreden stellen met eene toelage die geen derde bedraagt.

Feitelijk, hebben de Regeeringen die elkander opgevolgd hebben sedert 1850, over het algemeen, geen gebruik gemaakt van hun dwangrecht en de meeste gemeenten waar eene inrichting bestaat, ter uitvoering der wet van 1 Juni 1850, betalen een aandeel dat minder dan het derde bedraagt. Het beloop van dit aandeel is zeer verschillend; gewoonlijk hangt het af van het belang en van de geldmiddelen der gemeenten. De gemeenten hebben, evenals in 1881, daar waar de bestaande inrichtingen Rijksinrichtingen werden, een bevoordeelden toestand genoten.

Wat echter de gemeenten betreft die gevraagd hebben dat eene Rijksonderwijsinrichting opgericht worde op haar grondgebied, of die waar tot zulke oprichting, van ambtswege, besloten werd, heeft de Regeering het dwangrecht gewoonlijk toegepast en bedoelde gemeenten werden dan ook verplicht tusschen te komen in de betaling der personeelkosten, tot het beloop van een derde.

Deze regel van tusschenkomst tot het beloop van een derde werd ingelijks toegepast op *al de gemeenten zonder onderscheid*, voor de *nieuwe* uitgaven, namelijk die welke veroorzaakt worden door de ontubbelingen van klassen.

Nochtans heeft de Regeering zich, herhaaldelijk, beziggehouden met het lot der gemeenten die, wegens haar gering bevolkingscijfer en haar beperkte geldmiddelen, het moeilijkst de lasten dragen van de Rijksmiddelbare onderwijsinrichtingen, op haar grondgebied gevestigd.

Tot nog toe werd geene enkele practische oplossing gevonden.

De achbare heer Destree, die zich met dezen toestand bezighield, toen hij aan het hoofd stond van het Ministerie van Kunsten en Wetenschappen, heeft sindsdien een wetsvoorstel ingediend dat er toe strekt een gedeelte van de kosten welke de door de gemeenten, waar de inrichting gevestigd is, moeten betaald worden, over te dragen op de gemeenten waar de leerlingen die eene school bezoeken, buiten hunne gemeente gelegen, hunne woonplaats hebben.

Daar dit voorstel talrijke opwerpingen uitlokt, heeft een lid gevraagd — en

de Commissie trad dit voorstel bij — welk gevolg de Regeering zinnens was te geven aan het voorstel dat haar werd gedaan en waarbij zij te haren laste zou nemen, het gezamenlijk bedrag der kosten van de voorbereidende afdeelingen. Het meerendeel der betrokken gemeenten, tellen geen 5,000 inwoners. Zou de Regeering naar aanleiding van de talrijke verzoekschriften die haar, door deze gemeenten, gezonden werden, niet kunnen aannemen dat het aandeel in de kosten, minder dan een derde bedrage, wanneer het gemeenten met beperkte middelen geldt?

Er werden nadere inlichtingen gevraagd aangaande de betalingen gedaan door de gemeenten.

Vóór 1 Januari 1927 betaalden de gemeenten — waar een middelbare onderwijsinrichting gevestigd is — rechtstreeks hun aandeel in de personeelkosten, aan de secretarissen-schatbewaarders. Dit stelsel gaf soms aanleiding tot ernstige bezwaren : een vertraging bij bedoelde storting kon den secretaris-schatbewaarder in de onmogelijkheid stellen de wedden te betalen.

Sedert 1 Januari 1927, wordt de betaling der wedden volkomen waargenomen door de algemeene comptabiliteit van het Ministerie van Kunsten en Wetenschappen. Het aandeel der gemeenten moet rechtstreeks aan den Staat betaald worden. Deze ontvangst wordt voorzien in de Begrooting van 's Lands Middelen (cf. *Moniteur belge*, Begrooting van 's Lands Middelen voor 1928, 30 December 1927, art. 73, blz. 5852), Aandeel der gemeenten in de betaling der wedden van het personeel der Koninklijke Athenaea en der Rijksmiddelbare scholen : 13,670,000 frank.

De Algemeene Comptabiliteit zal onverwijld het aandeel van elke gemeente nauwkeurig vaststellen.

De betrokken gemeenten zullen dan aangezet worden om haar toestand te regelen. In normalen tijd moeten de gemeenten haar aandeel betalen per trimester en bij voorbaat. In 1927, ten gevolge van den overgang naar een nieuw regime, was het niet steeds mogelijk te onderzoeken of de gemeenten regelmatig hare verplichtingen naleefden.

De hervorming der methodes.

DE SPECIALISATIE.

Onderscheidene vorige verslagen hebben aangedrongen op noodzakelijkheid van een betere paedagogische vorming der leeraars en op de hervorming der methodes.

De heer Minister Huysmans heeft onderscheidene maatregelen ingevoerd om het overlasten der programma's te bestrijden, overspanning en passiviteit bij de leerlingen te ontgaan. Het werk onder leiding de samengeordende en gegradueerde oefeningen in de klas, volgens in Frankrijk aangenomen methodes, hebben het mogelijk gemaakt het werk te huis te verminderen dat trouwens geen eerlijkheidswaarborgen biedt. Men moet het den leerlingen aanleeren te studeeren, te overwegen, te handelen, initiatief te laten blijken, de hoofdzaak uit eene lezing te nemen en hen aldus voorbereiden tot hogere studiën of tot de groote school van het leven.

Onder de maatregelen welke genomen werden opdat de leeraars beter voor hunne taak zouden opgewassen zijn en opdat het hun mogelijk zou wezen, tagelijk met de vergemakkelijking hunner taak, het maximum der uitslagen te bekomen, zullen wij eenige bijzonderheden geven betreffende eene hervorming die reeds veel besproken werd door het leeraarskorps : de specialisatie.

In de Koninklijke athenaea.

Volgens artikel 12 van het organiek reglement der Koninklijke athenaea d. d. 20 September 1924, worden de leergangen in klassieke talen, zooveel mogelijk, toevertrouwd aan een zelfden professor in elke klas der oudere humaniora : deze professor wordt aangezien als leider der klas.

In elke klas der moderne humaniora was insgelijks een professor met de algemeene leiding belast.

Eertijds, waren de bevoegdheden der professoren geregeld als volgt : leergang in klassieke talen : in meestal de gevallen onderwees dezelfde professor het Fransch, het Latijn, het Grieksch en de zedenleer. Leergang in germaansche talen : de professor was veelal belast met het onderwijs van het Vlaamsch, het Engelsch en Duitsch in hetzelfde studiejaar, vooral in de lagere klassen.

Ook de leergang in wiskunde en natuurwetenschappen was, in sommige klassen, toevertrouwd aan denzelfden professor.

Eenzelfde professor onderwees meestal de geschiedenis en de aardrijkskunde.

Dit regime werd vervangen door het beginsel der specialiseering dat neerkomt op de centraliseering der bevoegdheden.

De hervorming werd vooreerst toegepast op de leergangen in de germaansche talen. In de mate van het mogelijke, werd elk professor belast met het onderwijs in de verschillende klassen van eene enkele taal, namelijk van die welke op de Universiteit grondig werd bestudeerd.

Daarna kwam de specialiseering der leergangen in het Fransch en in de klassieke talen. De leergang in het Fransch werd toevertrouwd aan een specialist, bij voorkeur aan een doctor in de romaansche philologie. De leergangen in het Latijn en het Grieksch werden verdeeld onder de verschillende professoren volgens hunne bevoegdheden of hunne wetenschappelijke werken. In sommige gevallen, werd de leergang in zedeleer toevertrouwd aan een specialist. Niettemin wordt deze leergang nog gegeven door den professor van de moedertaal, in meestal de inrichtingen.

De nieuwe regeling werd nog niet in al de Athenaea ingevoerd, hetzij de samenstelling van het personeel er zich niet toe leende, hetzij de noodzakelijke nieuwe taalregeling het niet toeliet in sommige Vlaamsche Athenaea met de medewerking der fungeerende professoren.

In de mate van het mogelijke, werd het onderwijs der natuurwetenschappen ontnomen aan de doctors in de natuurwetenschappen en de wiskunde, en toevertrouwd aan specialisten.

De specialiseering in het onderwijs levert voordeelen op, namelijk voor de professoren der hoogere klassen : de specialiseering vergemakkelijkt hun voorbereidend werk, laat hun toe hun vak grondiger uit te diepen en hunne wetenschappelijke werken voort te zetten. Die professoren kunnen ook den leerling jaren lang volgen in zijn ontwikkelingsgang.

De bezwaren van de centraliseering bestaan veeleer in de lagere klassen.

De leerling die uit de voorbereidende of de lagere klas komt, is in de war gestuurd : te vele professoren volgen elkaar in de klas op, zoodat ieder van hen te weinig invloed uitoefent op den leerling.

Wij meenen dat de specialiseering, wanneer zij beperkt wordt bij de hogere klassen, in onze Athenaea slechts voordeelen kan opleveren en voor de professoren en voor de leerlingen.

In de voorbereidende afdelingen van de middelbare scholen.

Naar luid van de organieke wet, kunnen tot onderwijzer of onderwijzeres aan een voorbereidende afdeling benoemd worden de geaggregeerde leeraars van het middelbaar Onderwijs van den lagere graad, de gediplomeerde regenten, de gediplomeerde onderwijzers en onderwijzeressen.

Artikel 27 van het organieke reglement van de Staatsmiddelbare scholen, d. d. 20 September 1924, machtigt den Minister van Kunsten en Wetenschappen de gediplomeerde onderwijzers en onderwijzeressen aan eenen bijzondere proef te onderwerpen (deze proef werd, overigens, nooit ingericht).

Sedert de oprichting van de middelbare scholen, werden de ambten van onderwijzer of onderwijzeres in de voorbereidende afdelingen bij voorkeur verleend aan de geaggregeerde leeraars van den lagere graad of aan de regenten.

In uitzonderlijke omstandigheden, namenlijk gedurende het tijdperk van 1881 tot 1884, heeft men zijn toevlucht moeten nemen tot onderwijzers, bij gebrek aan een voldoende getal gediplomeerde regenten.

Na den oorlog, eenerzijds ter oorzaak van het tekort aan kandidaten in het bezit van het diploma van regent, anderzijds om reden van de ontwikkeling der voorbereidende afdelingen, werden talrijke lagere onderwijzers in deze klassen geplaatst.

Uitzonderlijk, werden eenige onderwijzeressen benoemd in de middelbare meisjesscholen.

De heer Huysmans volgde een anderen regel, en de ambten van onderwijzer en onderwijzeres werden uitsluitend voorbehouden voor de kandidaten die tegelijkertijd het diploma van regent(es) en dit van onderwijzer(es), of alleen dit laatste bezaten.

Verschillende redenen kunnen aangehaald worden tot staving van dien regel :

1^o De voorbereidende afdelingen en de eerste drie graden van de lagere school volgen hetzelfde programma ;

2^o De leerlingen die de middelbare normaalscholen verlaten, hebben misschien niet de vereischte bevoegdheid om met goeden uitslag het lager onderwijs te geven ;

3^o Zij zouden namelijk in de onmogelijkheid verkeeren, met goeden uitslag sommige bijzondere vakken aan te leeren, zooals de muziek en de gymnastiek.

Vroeger werden deze lessen in de voorbereidende klassen gegeven door bijzondere leeraars. Door een omzendbrief van 22 October 1926, behoort de les van gymnastiek tot de gewone bevoegdheden van de onderwijzers der voorbereidende klassen.

Daarentegen, kunnen ook beweeggronden aangevoerd worden voor het behoud van de regenten (regentessen), ten minste in den hooger graad van de voorbereidende afdeling :

1^o Het programma van de middelbare normaalstudien voorziet dat de leer-

lingen, gedurende een jaar, moeten vertrouwd gemaakt worden met de methodologie en met de praktijk van het lager onderwijs;

2° De algemeene kultuur van de regenten en regentessen staat hooger dan deze van de lagere onderwijzers en onderwijzeressen, en dit is van groot belang voor de opleiding van de leerlingen tot het middelbaar onderwijs;

3° De regenten en regentessen hebben eene grondiger kennis van de tweede taal, dat een verplichte leergang is in den hooger en graad van de voorbereidende afdeeling;

4° De aanwezigheid van regenten (essen) in de voorbereidende afdeeling vergemakkelijkt het aanvullen van het personeel in de middelbare afdeeling. Het hoofd van de inrichting kan onmiddellijk maatregelen treffen om het onderwijs te doen voortgaan in de hoogere klassen, in afwachting van de komst van een interimair;

5° Het overgaan van de regenten en regentessen in de voorbereidende afdeeling, maakt voor hen een uitstekenden proeftijd uit.

Wij denken dat hier een overgangsmaatregel noodig is en dat men, ten minste gedurende enkele jaren nog, aan de regenten en regentessen de plaatsen van onderwijzer en onderwijzeres, in het vijfde en zesde jaar van de lagere afdeeling, moet voorbehouden, vermits de talrijke regenten en regentessen, die eene bezigheid wachten, die studiën slechts ondernamen en hunne ouders zich de opofferingen slechts getroost hebben, met het vooruitzicht als onderwijzer benoemd te worden tot dat zij als regent worden aangesteld.

Het onderwijs in de moedertaal.

Het is om eene oorzaak van overspanning bij de leerlingen weg te nemen, dat de heer Huysmans verder de toepassing doorgedreven heeft van het principe : dat nieuwe begrippen moeten aangeleerd worden door middel van de moedertaal, hetgeen vooral noodzakelijk is voor de wis- en natuurkundige wetenschappen.

In onze Vlaamsche middelbare scholen, werden deze vakken onderwezen in eene taal die de leerlingen der eerste studie jaren van de middelbareschool slechts met moeite begrepen. Hoe konden deze leerlingen met graagte het onderricht van hun leeraar volgen, hoe kon deze leeraar dezelfde uitslagen bekomen als zijne collega's in het Walenland?

Nochtans, ondanks de algeheele toepassing, op onze middelbare scholen, van het principe « moedertaal- voertaal », bleef een derde, ten minste, van den schooltijd gebruikt voor lessen in het Fransch of leergangen gegeven in het Fransch, ten gevolge van het stelsel der herhalingen, der schriftelijke en mondelinge oefeningen in de tweede taal.

In 1927, moesten de leerlingen die de middelbare school verlaten — nieuw stelsel — overgaan in de derde van het athenaeum. Op grond van artikel 2 der wet van 1883, mocht de Minister, in de Vlaamsche athenaea, een met het stelsel der middelbare scholen overeenkomend regime invoeren. Uitgenomen het athenaeum te Antwerpen, waar de trouwens volkomen geslaagde proefneming van den heer Destree wordt voortgezet, worden de twee derde der leergangen in de moedertaal van den leerling gegeven, terwijl een derde wordt besteed aan oefeningen, onder leiding van den leeraar, zooals Latijnsche vertalingen en thema's. Van af het groot verlof van 1928, werd dezelfde inrichting ingevoerd van de zesde tot de derde klasse der athenaea.

Het stelsel zal in de athenaea dezelfde uitstekende uitslagen moeten opleveren als die bekomen in de middelbare scholen waarover de inspectie zoo verheugd was bij het einde van het schooljaar 1927. Tenzij men een betreurenswaardig tegen-experiment, ten nadeele van de leerlingen van het middelbaar onderwijs, wil ondernemen, zal men dit stelsel moeten behouden en progressief uitbreiden tot de hogere klassen.

Men moet het hier wel zeggen : zoo de wet op het gebruik der talen in het middelbaar onderwijs, tot nog toe niet algeheel kon toegepast worden, dan was het insgelijks ten gevolge van het gebrek aan Vlaamsch onderwijzend personeel. De progressieve ontubbeling van de Leuvense hoogeschool, de toepassing der wet Nolf, zullen ons voortaan het wetenschappelijk personeel schenken dat bij machte zal wezen, wiskunde, natuurwetenschappen, klassieke talen en de andere vakken, in het Nederlandsch aan te leeren.

Het eenig bezwaar dat men tegen het nieuwe regime kan aanvoeren, is dat het behoud in Vlaanderen, der waalsche afdeelingen, hoe ethisch deze ook mogen wezen, de verdubbeling eischen zal van een grooter getal lesuren alsmede de benoeming van een tiental nieuwe professoren. Kan deze uitgave echter opwegen tegen het onberekenbaar kwaad, de vertraging namelijk in de verstandelijke en zedelijke vorming, dat een anti-opvoedkundig stelsel aan de leerlingen berokkent?

Wellicht zou men op dit gebied aan den Minister volgend voorstel kunnen doen : zou men daar, waar twee athenaea dicht bij elkaar gelegen zijn, zooals dit het geval is voor Brussel en Elsene, de speciale afdeelingen niet kunnen versmelten, wanneer deze geene voldoende schoolbevolking bezitten?

Maatregelen tegen de afwezigheid.

De volgende maatregelen werden getroffen tot het weren van de afwezigheid die een ernstige oorzaak van vertraging is in den vooruitgang der leerlingen, doch die, deze laatste maanden, toch op ernstige wijze heeft afgenomen.

Om de bezwaren van het cumuleeren te voorkomen, heeft de omzendbrief van 10 Februari 1927 eene regeling ingevoerd, waarbij het maximum op zes uren per week wordt beperkt, maximum dat niet mag overschreden worden dan in uitzonderlijke gevallen en met de toelating van den Minister.

Met het oog op een geleidelijken terugkeer tot een normalen toestand in zake verblijf, toont het bestuur zich strenger voor het verleen van toelating tot het verblijven in eene andere plaats dan die waar de onderwijsinrichting gelegen is,

In de mate van het mogelijke, brengt men de leden van het personeel dichtbij hun werkelijk verblijf. Inzonderheid, tracht men aan de bijzondere professoren een voldoende getal lesuren in een zelfde onderwijsgesticht te bezorgen om ze niet te verplichten les te geven in verschillende localiteiten.

Eene nieuwe regeling werd insgelijks ingevoerd in zake ziekteverlof. De leden van het personeel die een verlof van minstens veertien dagen aanvragen, worden verzocht zich aan te bieden bij het contrôle-comiteit (Koninklijk besluit van 28 April 1927, waarbij de bevoegdheid dezer comiteiten wordt uitgestrekt tot het personeel van de inrichtingen voor middelbaar staatsonderwijs) in den loop der maand dat hunne vraag werd ingediend. Deze comiteiten vergaderen tot vier maal per maand. Wat betreft de onderwijzeressen die in 't kraambed liggen, dezen worden slechts opgeroepen na haar tweede maand verlof.

Eertijds werden de candidaten benoemd op grond van een geneeskundig

getuigschrift, verklarende dat zij de vereischte geschiktheid bezaten voor het onderwijs. Thans bepaalt een Koninklijk besluit d. d. 8 Juni 1927, dat elke candidaat voor eene plaats in het middelbaar Staatsonderwijs, verplicht is, alvorens eene benoeming te bekomen, een geneeskundig onderzoek te ondergaan voor het contrôle-comiteit van het gebied waar hij zijn ambt moet uitoefenen.

Deze maatregelen schijnen doeltreffend te zijn.

In de Normaalscholen

De crisis in het plaatsen van onderwijzers en onderwijzeressen, de alarmkreét die opgegaan is wegens het groot getal regenten en regentessen, onderwijzers en onderwijzeressen, heeft er ons toe gebracht den toestand in onze normaalscholen te onderzoeken.

Wij stellen vast, dat de onverbiddelijke wet van vraag en aanbod hier de zaken schijnt te regelen en dat de moeilijke plaatsing der onderwijzers, alsmede de verhooging van het studie-peil, ertoe hebben bijgebracht om in ruime mate de bevolking der lagere klassen van het normaal onderwijs te verminderen.

Voor het schooljaar 1925-1926, bedroeg de globalen bevolking der lagere normaalscholen 11,876 leerlingen.

In 1926-1927, daalde dit cijfer tot 10,502 leerlingen, dus één tiende minder dan het vorig jaar.

Een nieuwe daling is vast te stellen voor het schooljaar 1927-1928. De globale bevolking, volgens de statistische tabellen die zijn opgemaakt, is inderdaad slechts 8,506.

Zij is verdeeld als volgt :

Staatsnormaalscholen	1,341	{	569 jongens.
			772 meisjes.
Provinciale en gemeentelijke normaalscholen	1,288	{	553 jongens.
			735 meisjes.
Aangenomen vrije normaalscholen	5,877	{	2,040 jongens.
			3,837 meisjes.

* . *

Vergelijkt men bovenstaande cijfers met deze van het schooljaar 1926-1927, dan stelt men vast dat de vermindering per categorie van scholen de volgende is :

- a) *Staatsnormaalscholen* : 1,689 — 1,341 = 348 (verhouding : 1/5);
- b) *Provinciale en gemeentelijke normaalscholen* : 1,668 — 1,283 = 380 (verhouding 1/4);
- c) *Vrije normaalscholen* : 7,145 — 5,877 = 1,268 (verhouding 1/6).

De vermindering over het geheel is ongeveer 1/5 (2,081 op 10,502).

* . *

De achteruitgang op de cijfers van 1926-1927 heeft dus aanzienlijk toegeno-
men : hij bereikte een verhoudingscijfer dat een verdubbeling is van het vorige.

De vermindering behield dezelfde verhouding als die van het vorige jaar, voor de Rijksnormaalscholen; voor de provinciale en gemeentelijke normaalscholen klonk zij van één twaalfde tot één vierde, en voor de vrije normaalscholen van één negende tot één zesde.

*
* * *

De oorzaak van dezen achteruitgang is te vinden in de afwezigheid van nieuwe leerlingen in de lagere klassen. De voorbereidende afdeelingen zijn weinig bevolkt en hetzelfde geschiedt in het eerste studiejaar.

In 1926-1927, telde men 2,554 leerlingen in het laatste jaar (uitgangsexamen in 1927). Na hun vertrek, moest de bevolking nog bedragen 10,502 — 2,554 of 7,948 leerlingen. Daar er slechts 8,506 leerlingen zijn, moet men aannemen dat de scholen opgenomen hebben : 8,506 — 7,948 of 558 nieuwe leerlingen. Dit cijfer is theoretisch; in werkelijkheid is het hooger, vermits er leerlingen zijn die ieder jaar, na de overgangsexamens, afgewezen worden.

Statistiek der normaalscholen.

	Schooljaar 1925-1926.	Schooljaar 1926-1927.	Schooljaar 1927-1928.
Gezamenlijke bevolking.	11,876	10,502	8,421
Rijksnormaalscholen (16 scholen).	2,102 { Jongens : 925 Meisjes : 1,177	1,689 { Jongens : 738 Meisjes : 951	1,341 { Jongens : 569 Meisjes : 772
Normaalscholen : provinciale en gemeentelijke (12 scholen).	1,813 { Jongens : 757 Meisjes : 1,052	1,668 { Jongens : 646 Meisjes : 1,022	1,288 { Jongens : 553 Meisjes : 735
Normaalscholen : vrije-aangenomen (50 scholen).	7,961 { Jongens : 2,680 Meisjes : 5,281	7,145 { Jongens : 2,507 Meisjes : 4,638	5,877 { Jongens : 2,040 Meisjes : 3,837

De credieten voor de Wetenschappen.

Uwe Commissie heeft zich eveneens bezig gehouden met den ellendigen toestand van onze wetenschappelijke instellingen. Zij heeft hulde gebracht aan het initiatief van onzen vorst, die door de stichting van het Nationale Fonds voor wetenschappelijke opzoekingen en met de bestendige en opwekkende

medewerking van de leden der Koninklijke familie eene zoo schitterende en vruchtdragende beweging heeft op touw gezet.

Men heeft het dezer dagen uitentreure herhaald, de geldelijke toelagen voor het uitrusten van onze universiteiten, voor het bevorderen der wetenschappelijke navorschingen, zijn enkel een moderne vorm van het utilitarisme. Dit is vooral waar voor een land dat zooals het onze beroofd is van natuurlijke rijkdommen : wij bezitten enkel ons eng grondgebied en onze kolenlagen. Zoo de productiviteit van onzen grond zoo hoog werd opgevoerd, hebben wij dit te danken aan den hardnekkigen arbeid van talrijke geslachten en aan den vooruitgang die door onze landbouwwetenschap werd gemaakt.

Indien op het oogenblik dat vele Waalsche kolenmijnen beginnen uitgeput te geraken, onze kolenvoorraad opeens vermeerderd wordt met 10 millioen ton, in dikke en rijke lagen gelegen, zijn we dat dan niet verschuldigd aan de hardnekkige opzoekingen van een professor van de Leuvensche Universiteit, wiens vertrouwen door geen tegenslag kon geschokt worden omdat het steunde op wetenschappelijke gegevens die stuk voor stuk werden bijeengebracht.

Maar buiten deze rijkdommen ons door de natuur geschonken, moeten wij alles uit ons zelf halen. Op de menigvuldige gebieden van onze activiteit zijn het in laatsten aanleg onze wetenschappelijke instellingen die ons de specialisten moeten aan de hand doen, die alleen ons in de mogelijkheid stellen op de wereldmarkt mede te dingen. De betrekkingen tusschen de nijverheid en de zelfs theoretische wetenschap worden met den dag nauwer.

Wij kunnen aan de economische inzinking slechts ontsnappen door voortdurend ons menschenmateriaal tot zijn volle waarde te brengen, door het algemeen intellectueel peil van de natie onophoudend te doen stijgen, en door de verbetering, de uiterste specialisatie van onze technici, van onze vaklieden op alle gebied, steeds verder door te drijven.

Kleine landen zooals Holland en Zweden schrijven in hunne begrooting credieten voor de wetenschap die vijfmaal de onze overtreffen. Even zeer als deze hebben wij eene verstandelijke elite noodig, eene hooge wetenschappelijke productie om te leven en te groeien, om onzen stand op stoffelijk en moreel gebied in de wereld hoog te houden.

Reeds in 1927, toen de stabilisatie kon beschouwd worden als vaststaande, heeft de Ministerraad, die een algemeen programma van vermeerdering der wetenschappelijke credieten op het oog heeft, eene vermeerdering van 20 t. h. toegestaan voor de uitrusting der laboratoria en musea. Door deze daad kon men zich daarna ook wenden tot de private begiftigers, en, samen met den oproep van onzen vorst, was dit het aanvangspunt van de zoo edelmoedige schenkingen tot steun van onze wetenschappelijke instellingen.

Wij mogen er hier wel terloops aan herinneren dat in 1914 de credieten voor onze musea, bibliotheken en laboratoria ontoereikend werden geacht, dat voor het stoffelijk onderhoud van onze musea en voor nieuwe aankopen er alles saamgenomen 160.000 frank, waarde 1914, werd verleend. Daarin waren begrepen 70.000 frank voor al de afdelingen van het Jubelpark, deze musea met hunne ontzaglijke rijkdommen, die de Belgen niet genoeg kennen en waarvan vele schatten niet kunnen tentoongesteld worden door gebrek aan behoorlijke plaats en aan credieten voor het onderhoud der lokalen.

Welnu, zooals de heer Doms het verleden jaar in zijn verslag schreef, wij zijn er verre van af op de credieten, die zoo schraal werden toegestaan in 1914, de perequatie te hebben toegepast.

Later zal men de balans kunnen opmaken van de schatten die, door dezen schralen steun aan de menschen en de dingen der wetenschap, voor het land zijn verloren gegaan. Een lid van de Commissie heeft er op gewezen dat eene wetenschappelijke inrichting, met een groot verleden en een wereldfaam, namelijk het Genootschap der Bollandisten, zelfs niet meer over voldoende geldmiddelen beschikt om hare geschiedkundige opzoekingen voort te zetten, die zij nochtans op zoo belanglooze wijze nastreeft. Het Belgisch Instituut te Rome moet zijne uitgaven met steeds langere tusschenruimten laten verschijnen. Kan België dan niets doen om degenen dit, uit loutere toewijding, medehelpen om onzen wetenschappelijken naam over de grenzen hoog te houden, te ondersteunen?

* .

Het is gekend dat het voorgaande ministerie een voorstel gedaan had om materieel te bekomen alsmede boeken voor de Universiteiten op de rekening-herstel in natura van Duitschland.

Ongetwijfeld kunnen dergelijke aankopen slechts geschieden mits voorafgaande inschrijving, op de begrooting, van een crediet waarbij deze som kan worden betaalbaar gesteld. Ofschoon de aankoop uitgevoerd wordt bij giro van den post-herstel op de Begrooting van het Departement, is hij niettemin eene werkelijke uitgave, vermits hij voor zooveel de Begrooting van 's Lands Middelen bezwaart, waarop den credieten voor herstel vermeld staan.

Doch vermits het zoo moeilijk is het coëfficiënt van het herstel in natura te bereiken, indien men vreest de Belgische industrie te zwaar te treffen, dan vragen wij ons af, of het niet beter ware er voor enkele millioenen Duitse steenkolen minder in te schrijven, waarop het Departement van Financiën tot 20 t. h. verloren heeft, en die steenkolen te vervangen door boeken voor onze bibliotheken, eene wetenschappelijke toerusting die zwaar op onze universiteiten drukt, vergrootingstoestellen voor onze laboratoria, verzamelingen voor onze musea, onderwijsmaterieel voor onze scholen? Wij zijn thans immers verplicht tal van deze zaken te Leipzig te bestellen. Bezit de hooge Duitse handel in oudheden geene kunstwerken die men langs dien weg terug zou kunnen binnen brengen?

Wil men voor dit laatste punt een grondslag zoeken, dan zou men dien wellicht kunnen vinden in de 2 miljoen goud-mark welke bij de behandeling van het Dawes-plan voorzien werden voor het herstel der kunstwerken die in België waren vernield en door privaatspersonen van den Staat werden opgeëischt.

Dat men een comiteit stichte om de aanvragen te onderzoeken; deze zullen niet ontbreken. Wij meenen zelfs te weten dat het voorstel onder het voorgaande ministerie gedaan, vergezeld ging van eene omstandig opgemaakte lijst der voorwerpen die voor meestal onze wetenschappelijke instellingen belang opleverden.

* .

Men dient op te merken dat de credieten, voorzien op de gewone begrooting voor 1927 en in het wetsontwerp tot toekenning van aanvullende credieten voor

hetzelfde jaar, hooger staan voor de Staatsuniversiteiten en tal van wetenschappelijke instellingen dan die voorzien op de Begrooting van 1928.

Dat is het gevolg van het feit dat de aanvullende credieten voor 1927 slechts werden aangevraagd na het opmaken van het Begrotingsontwerp voor 1928.

I. — *Staatsuniversiteiten.* (Art. 38 : Materieel.)

De toegekende of aangevraagde credieten voor het dienstjaar 1927 bedragen 4,425,536 + 1,170,000 = 5,595,536 frank.

De voor 1928 aangevraagde credieten bedragen 4,443,436 frank.

Om deze credieten op de hoogte te brengen van die voor 1927 en aan beide Staatsuniversiteiten toe te laten hunne normale bedrijvigheid in 1928 voort te zetten, is er een aanvullend crediet noodig van 1,170,000 frank.

II. — *Koninklijke bibliotheek* (Art. 22 : Materieel.)

De toegekende of aangevraagde credieten voor het dienstjaar 1927 belopen tot 1,143,800 frank.

De voor 1928 gevraagde credieten bedragen 588,570 frank.

De Koninklijke bibliotheek zou over een aanvullend crediet van 555,000 frank moeten kunnen beschikken.

III. — *Koninklijk Observatorium van België* (Art. 18 : Materieel.)

De voor 1927 toegekende of aangevraagde credieten belopen tot 527,000 frank.

Voor 1928 werd de som van 403,750 frank gevraagd.

Er zou dus ongeveer nog 125,000 frank noodig zijn.

De in 1928 aangevraagde credieten voor de andere wetenschappelijke instellingen staan gelijk met of hooger dan die welke voor 1927 verkregen of gevraagd werden.

De Commissie brengt den wensch uit dat de Regeering amendementen zou voorstellen om deze credieten op de hoogte van die van 1927 te brengen.

VERSCHILLENDE VRAAGSTUKKEN.

Het medisch toezicht.

Zooals men weet, ligt een ontwerp tot hervorming gereed om aan de beraadslaging van het Parlement te worden voorgelegd, met het doel de werkelijke toepassing der wet te verzekeren alsmede eene betere benutting van de aan de gemeenten opgelegde uitgaven.

Feitelijk bezitten maar alléén de aanzienlijke gemeenten een dienst die werkt zooals het behoort. In de kleine plaatsen is dat toezicht nul. In 1926 waren er nog 218 gemeenten die bedoeld toezicht in hunne scholen niet hadden ingericht.

De plaatselijke overheid stelt over het algemeen maar weinig belang in deze instelling omdat zij er de sociale beteekenis niet van vat en enkel de geldelijke gevolgen voor de oogen heeft.

De geneesheeren met het toezicht belast, verwaarloozen dan ook hun ambt; en omdat de vergelding onvoldoende is, sluit men over het algemeen de oogen.

Eene hervorming die geene nieuwe uitgaven voor Staat noch gemeente medebrengt, zou telegener uur komen.

Vergoedingen aan de bibliothecarissen.

ART. 137. — Deze vergoedingen die 150 — 300 — 450 frank bedragen volgens het getal verplichtende zittingen voor boekenleening, werden sedert hunne instelling in 1921 niet verhoogd.

Men heeft gemeend dat, wegens den financieelen toestand, al de beschikbare gelden der bibliotheken moesten ten goede komen aan de verhooging der credieten voor boeken-aankoop : het getal bibliotheken is inderdaad sedert 1921 verdubbeld, en terzelfdertijd is de prijs van de boeken twee en drie maal duurder geworden, naar gelang het geldt Belgische uitgaven, of Fransche en Nederlandsche uitgaven.

Toch heeft de Commissie den wensch uitgedrukt dat de mogelijkheid het bedrag der toelagen te vermeerderen, zoo spoedig mogelijk zou onderzocht worden, daar de toewijding van de bibliothecarissen, even zeer als de keuze van goede en schoone boeken, een onmisbare factor is om den leeslust aan te wakkeren, en dezen te richten tot de interessantste en leerzaamste werken.

Credieten voor Kinderkolonies.

Nadere gegevens werden gevraagd omtrent het gebruik van een crediet ten voordeele van de kinderen die worden toegelaten tot de door de gemeenten ingerichte Kolonies.

In 1927 werd een eerste crediet van 10,000 frank uitgetrokken door toedoen van Mevr. Spaak, lid van den Senaat, op de Begrooting van Kunsten en Wetenschappen, tot aanmoediging van de gemeenten en van de vrije en aangenomen schoolbesturen, die vacantiëkolonies inrichten voor normale kinderen.

Van dit crediet van 10,000 frank voorzien voor 1926 werd fr. 5,429.20 als toelage verleend aan de gemeente Sint-Gilles-bij-Brussel.

Voor 1927 werd dit crediet op 20,000 frank gebracht.

Tot op heden is er eene enkele aanvraag tot toelage bij het Centraal Bestuur toegekomen, zij komt nogmaals van de gemeente Sint-Gilles.

De verdeeling geschiedt in verhouding tot het getal kinderen die in eene vacantiëkolonie een tijd hebben mogen verblijven.

De beslissing van den Gemeenteraad betreffende de inrichting van eene dergelijke kolonie, moet natuurlijk worden goedgekeurd overeenkomstig artikel 46 van de wet tot regeling van het lager onderwijs.

De gemeenten en de school-comiteiten zijn verplicht volgende opgaven te verstrekken :

- 1^o Het getal naar de schoolkolonie gestuurde kinderen;
- 2^o De duur van het verblijf voor ieder kind ;
- 3^o De dagelijksche uitgaven per kind.

Deze inlichtingen moeten nagezien en juist worden bevonden door de school-inspectie.

*Herziening der wet op het begeven van de academische graden
en het programma der Universiteitsexamens.*

De belangrijke en talrijke wijzigingen welke dit ontwerp in de wet van 10 April 1890 en die van 3 Juli 1891 brengt, zijn meestal heilzame veranderingen. Zooals het echter uit de beraadslagingen van den Senaat is gekomen, heeft het in de universitaire kringen tal van bezwaren doen oprijzen, waarvan sommige gegrond schijnen te zijn. De gevraagde wijzigingen betreffen de volgende punten :

1^o De wettelijke examens worden niet meer door de wet maar bij Koninklijk besluit bepaald;

2^o De afschaffing van de jury's welke door de Regeering worden ingesteld, namelijk van de middenjury, en van de bijzondere jury's welke door sommige inrichtingen worden aangesteld;

3^o De bepalingen welke de vereischten van toelating tot de academische graden vaststellen.

Naar het schijnt is het oogenblik voor de Kamer gekomen om deze vraagstukken eens en voor goed op te lossen, daar men voor meest alle een grond van overeenkomst meent gevonden te hebben.

De Verslaggever,
BLAVIER.

De Voorzitter,
M. LEMONNIER.

ANNEXES AU N° 70

Rapport de M. Blavier
sur le
Budget du Ministère des Sciences
et des Arts
pour l'exercice 1928.

TABLEAUX

BUDGET DU MINISTÈRE
DES SCIENCES ET DES ARTS

Erratum
au rapport de M. Blavier.
(Doc., Chambre, n° 70.)

Ajouter in fine :

Le présent rapport a été adopté à l'unanimité des membres présents, moins trois membres qui ont émis un vote négatif.

BIJLAGEN VAN N° 70

Verslag van den Heer Blavier
over de Begrooting
van het Ministerie van Wetenschappen
en Kunsten
voor het dienstjaar 1928.

TABELLEN

BEGROOTING VAN HET MINISTERIE
VAN WETENSCHAPPEN EN KUNSTEN

Terechtwijzing
in het verslag van den heer Blavier.
(Stuk. Kamer, n° 70.)

Aan het slot toevoegen :

Dit verslag is met algemeenschap van stemmen door de aanwezige leden goedgekeurd geworden min drie stemmen tegen.

ANNEXE I. — *BIJLAGE I.*POPULATION
DES ÉCOLES NORMALES.BEVOLKING
DEK NORMAALSCHOLEN.

SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 1926.

Toestand op 31 December 1926.

ETABLISSEMENTS. — <i>Onderwijsinstellingen.</i>	Section prépa- ratoire. — <i>Voorbe- reidende afdeeling</i>	École normale. — <i>Normaalschool.</i>					Total général. — <i>Alge- meen totaal.</i>
		1 ^{re} année. — <i>1^e jaar.</i>	2 ^e année. — <i>2^e jaar.</i>	3 ^e année. — <i>3^e jaar.</i>	4 ^e année. — <i>4^e jaar.</i>	Total. — <i>Totaal.</i>	

I. — ÉCOLES NORMALES DE L'ÉTAT.

I. — *Staatsnormaalscholen.*A. GARÇONS. — *JONGENS.*

1. Blankenberghe <i>Blankenberghe</i>	10	19	19	16	27	81	91
2. Couvin <i>Couvin</i>	9	14	14	16	30	74	83
3. Gand <i>Gent</i>	7	18	13	26	32	89	96
4. Huy <i>Hoei</i>	3	16	15	9	24	64	67
5. Lierre <i>Lier</i>	12	17	11	18	22	68	80
6. Mons <i>Bergen</i>	17	22	19	21	22	84	101
7. Nivelles <i>Nijvel</i>	6	12	12	6	7	37	43
8. Verviers <i>Verviers</i>	2 4	4 5	8 4	12 8	19 8	43 25	45 29
9. Virton <i>Virton</i>	16	17	19	23	28	87	103
Total <i>Totaal</i>	86	144	134	155	219	652	738

B. FILLES. — *MEISJES.*

10. Andenne <i>Andenne</i>	15	18	17	22	29	86	101
11. Arlon <i>Aerlen</i>	13 2	20 2	24 »	20 2	17 4	81 8	94 10
12. Bruges <i>Brugge</i>	16	23	33	28	34	148	134
13. Bruxelles <i>Brussel</i>	36	40	40	36	51	167	203
14. Laeken <i>Laken</i>	16	15	15	13	22	65	81
15. Liège <i>Luk</i>	11	43	46	33	32	154	165
16. Tournai <i>Doornik</i>	22	22	36	44	39	141	163
Total <i>Totaal</i>	131	183	211	198	228	820	951
Total général <i>Algemeen totaal</i>	217	327	345	353	447	1,472	1,689

ETABLISSEMENTS. — <i>Onderwijsinstellingen.</i>	Section prépa- ratoire. — <i>Voorbe- reidende afdeeling</i>	École normale. — Normaalschool.					Total général. — <i>Alge- meen totaal.</i>
		1 ^{re} année. — 1 ^e jaar.	2 ^e année. — 2 ^e jaar.	3 ^e année. — 3 ^e jaar.	4 ^e année. — 4 ^e jaar.	Total. — Totaal.	

II. — ÉCOLES NORMALES PROVINCIALES
ET COMMUNALES AGRÉÉES.

II. — Provinciale normaalscholen
en aangenomen gemeentelijken.

A. GARÇONS. — JONGENS.							
PROVINCIALES. — Provinciale.							
1. Mörlandwelz <i>Morlanwelz</i>	20	21	25	31	27	104	124
2. Tirlumont <i>Tienen</i>	32	25	31	39	26	121	153
COMMUNALES. — Gemeentelijke.							
1. Anvers (rue Quellin) <i>Antwerpen (Quellinstraat)</i>	12	19	23	18	25	85	97
2. Bruxelles (boulev. Lemaonnier) <i>Brussel (Lemaonnierlaan)</i>	44	37	31	38	38	144	188
3. Liège (rue Jonfosse) <i>Luik (Jonfossestraat)</i>	»	15	23	22	24	84	84
Total <i>Totaal</i>	108	117	133	148	140	538	646
B. FILLES. — MEISJES.							
PROVINCIALES. — Provinciale.							
1. Jodoigne <i>Geldenaken</i>	41	7	18	16	18	59	70
2. Mons <i>Bergen</i>	35	56	49	46	46	197	232
3. Louvain <i>Leuven</i>	9	13	16	18	22	69	78
COMMUNALES. — Gemeentelijke.							
1. Anvers (rue de l'Hôpital) <i>Antwerpen (Gasthuisstraat)</i>	12	23	26	28	28	105	117
2. Bruxelles (rue des Capucins) <i>Brussel (Capucienstraat)</i>	167	44	51	28	41	164	331
3. Liège (rue Maghin) <i>Luik (Maghinstraat)</i>	8	20	25	24	35	104	112
4. Gand <i>Gent</i>	»	18	19	22	23	82	82
Total <i>Totaal</i>	242	181	204	182	213	780	1,022
Total général <i>Algemeen totaal</i>	350	298	337	330	353	1,318	1,668

ÉTABLISSEMENTS. — Onderwijsinstellingen.	Section prépa- ratoire. — Voorbe- reidende afdeeling	École normale. — Noormaalschool.					Total général. — Alge- meen totaal.
		1 ^{re} année. — 1 ^e jaar.	2 ^e année. — 2 ^e jaar.	3 ^e année. — 3 ^e jaar.	4 ^e année. — 4 ^e jaar.	Total. — Totaal.	

III. — ÉCOLES NORMALES PRIVÉES AGRÉÉES.

III. — Vrije aangenomen normaalscholen.

A. GARÇONS. — JONGENS.							
1. Alsenberg	»	16	20	12	14	62	62
2. Anvers (rue des Récollets) Antwerpen (Minderbroedersstr.)	23	31	32	35	38	136	159
3. Arlon Aarlen	6	23	24	26	23	96	102
4. Braine-le-Comte 's Gravenbrakel	19	27	30	32	51	140	159
5. Bruxelles Brussel	11	38	66	49	68	221	232
6. Carlsbourg Carlsburg	11	21	34	31	34	120	131
7. Gand Gent	»	29	28	27	20	104	104
8. Louvain Leuven	»	29	30	15	20	94	94
9. Malines Mechelen	»	30	43	37	52	162	162
10. Malonne Malonne	10	25	35	32	27	119	129
11. Mechelen s/M Mechelen a/M	18	43	53	53	81	230	248
12. Oostacker Oostacke	24	23	24	19	22	88	112
13. Roulers Rousselaere	»	41	39	25	23	128	128
14. Saint-Nicolas-Waes Sint-Niklaas-Waes	19	64	76	64	71	275	294
15. Theux Theux	10	20	19	25	24	88	98
16. Thourout Thourout	28	64	68	64	69	265	293
Total Totaal	179	524	621	546	637	2,328	2,507
B. FILLES. — MEISJES.							
1. Anvers Antwerpen	22	22	40	41	51	154	176
2. Bastogne Bastenaken	19	30	34	33	45	142	161
3. Blegny-Trembleur Blegny-Trembleur	12	14	16	27	24	81	93
4. Brugelette Brugelette	16	20	21	24	19	84	100
5. Bruges Brugge	14	36	49	26	27	138	152
6. Bruxelles Brussel	15	11	13	11	12	47	62
7. Celles Celles	8	13	11	5	14	43	51
8. Champion Champion	8	20	33	32	40	125	133

ÉTABLISSEMENTS. — <i>Onderwijsinstellingen.</i>	Section prépa- ratoire. — <i>Voorbe- reidende afdeeling</i>	École normale. — <i>Normaalschool.</i>					Total général. — <i>Alge- meen totaal.</i>
		1 ^{re} année. — <i>1^e jaar.</i>	2 ^e année. — <i>2^e jaar.</i>	3 ^e année. — <i>3^e jaar.</i>	4 ^e année. — <i>4^e jaar.</i>	Total. — <i>Totaal.</i>	
9 Diest <i>Diest</i>	2	21	16	23	22	82	84
10 Eecloo <i>Eecloo</i>	15	50	51	49	60	210	225
11 Gand <i>Gent</i>	19	52	50	56	52	210	229
12 Gosselies <i>Gosselies</i>	15	16	20	15	15	66	81
13 Gysegem <i>Gysegem</i>	23	42	35	28	22	127	150
14 Hasselt <i>Hasselt</i>	22	36	37	29	34	136	158
15 Hérenthals <i>Perenthals</i>	12	25	26	27	39	117	129
16 Héverlé <i>Héverlé</i>	103	116	119	129	144	508	611
17 Hongaerde <i>Hoeyuerde</i>	7	18	18	10	23	69	76
18 Huy <i>Hoet</i>	9	13	13	8	13	47	56
19 Kain-la-Tombe <i>Kain-la-Tombe</i>	13	7	13	11	19	50	63
20 Laeken <i>Laken</i>	13	30	22	18	17	87	100
21 Leuze <i>Leuze</i>	9	16	13	5	18	52	61
22 Liège <i>Luik</i>	14	23	31	11	25	90	104
23 Looz-la-Ville <i>Looz-la-Ville</i>	8	12	16	13	18	59	67
24 Louvain <i>Leuven</i>	20	16	22	17	12	67	87
25 Mont-Saint-Amand <i>Sint-Amandsberg</i>	14	24	41	33	52	150	164
26 Nivelles <i>Nijvel</i>	12	26	27	12	21	86	98
27 Pecq <i>Pecq</i>	17	23	28	20	26	97	114
28 Pesche <i>Pesche</i>	»	23	15	20	22	82	82
29 Renaix <i>Ronse</i>	8	13	14	11	19	57	65
30 Saint-Nicolas-Waes <i>Sint-Nicolaas-Waes</i>	28	44	45	45	54	188	216
31 Thielt <i>Thielt</i>	12	20	22	23	25	90	102
32 Turnhout <i>Turnhout</i>	23	29	25	22	31	107	130
33 Virton <i>Virton</i>	16	25	19	13	24	81	97
34 Vorsselaer <i>Vorsselaer</i>	25	14	17	16	10	57	82
35 Wavre-Notre-Dame <i>Onze-Lieve-Vrouw Waver</i>	4	34	38	40	45	157	161
36 Wyneghem <i>Wyneghem</i>	19	24	33	19	23	99	119
Total <i>Totaal</i>	596	960	1,043	922	1,117	4,042	4,639
Total général <i>Algemeen totaal</i>	775	1,484	1,664	1,468	1,754	6,370	7,145

ANNEXE II. — BIJLAGE II.

POPULATION
DES ÉCOLES NORMALES.

SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 1927.

BEVOLKING
DER NORMAALSCHOLEN.

Toestand op 31 December 1927.

ÉTABLISSEMENTS. — <i>Onderwijsinstellingen.</i>	Section prépa- ratoire. — <i>Voorbe- reidende afdeeling</i>	École normale proprement dite. <i>Eigenlijke gezegde Normaalschool.</i>					Total général. — <i>Alge- meen totaal.</i>
		1 ^{re} année. — <i>1^o jaar.</i>	2 ^e année. — <i>2^o jaar.</i>	3 ^e année. — <i>3^o jaar.</i>	4 ^e année. — <i>4^o jaar.</i>	Total de l'École normale. — <i>Totaal van de Normaal- school.</i>	
A. ÉTAT. — STAAT.							
Blankenberghe <i>Blankenberghe</i>	6	12	18	18	15	63	69
Couvin <i>Couvin</i>	5	8	13	14	16	51	56
Gand <i>Gent</i>	9	13	14	12	26	65	74
Huy <i>Hoëi</i>	1	8	15	13	11	47	48
Lierre <i>Lier</i>	9	14	11	12	17	54	63
Mons <i>Bergen</i>	12	23	22	18	21	84	96
Nivelles <i>Nijvel</i>	5	12	11	8	6	37	42
Verviers <i>Verviers</i>	4	9	7	12	19	47	51
Virton <i>Virton</i>	6	11	17	17	19	64	70
Total <i>Totaal</i>	57	110	128	124	150	512	569
Andenne <i>Andenne</i>	12	14	18	16	22	70	82
Arlon <i>Aarlen</i>	6	17	16	22	21	76	82
Bruges <i>Brugge</i>	16	16	21	31	27	95	111
Bruxelles <i>Brussel</i>	26	39	31	32	33	135	161
Laeken <i>Laken</i>	7	13	15	14	13	55	62
Liège <i>Luik</i>	10	23	38	43	29	133	143
Tournai <i>Doornik</i>	8	21	16	37	39	113	131
Total <i>Totaal</i>	95	143	155	195	184	677	772
Total général <i>Algemeen totaal</i>	152	253	283	319	334	1,189	1,341

ÉTABLISSEMENTS. — <i>Onderwijsinstellingen.</i>	Section prépa- ratoire. — <i>Voorbe- reidende afdeling</i>	École normale proprement dite. <i>Eigenlijke gezegde Normaalschool</i>					Total général. — <i>Alge- meen totaal.</i>
		1 ^{re} année. — <i>1^o jaar.</i>	2 ^e année. — <i>2^e jaar.</i>	3 ^e année. — <i>3^e jaar.</i>	4 ^e année. — <i>4^e jaar.</i>	Total de l'École normale. — <i>Totaal van de Normaal- school.</i>	
Agréées. — Aangenomen.							
Tirlemont <i>Thienen</i>	19	30	19	23	37	109	128
Morlanwelz <i>Morlanwelz</i>	14	21	17	23	31	92	106
Total <i>Totaal</i>	33	51	36	46	68	201	234
Jodoigne <i>Geldenaken</i>	6	12	6	17	16	51	57
Mons <i>Bergen</i>	29	41	43	44	39	167	196
Louvain <i>Leuven</i>	»	9	12	15	19	55	55
Total <i>Totaal</i>	35	62	61	76	74	273	308
Total général <i>Algemeen totaal</i>	68	113	97	112	142	474	542
Anvers (rue Quellin) <i>Antwerpen (Quellinstraat)</i>	18	11	18	21	17	67	85
Bruxelles (boulevard Lemonnier) <i>Brussel (Lemonnierlaan)</i>	39	28	33	28	37	125	165
Liège (rue Jonfosse) <i>Luik (Jonfossestraat)</i>	»	17	10	22	20	69	69
Total <i>Totaal</i>	57	56	61	71	74	262	319
Anvers (Longue rue de l'Hôpital) <i>Antwerpen (Lange Gasthuisstraat)</i>	20	12	23	26	28	89	109
Bruxelles (rue des Capucins) <i>Brussel (Capucienestraat)</i>	40	35	36	43	25	139	179
Liège (rue Maghin) <i>Luik (Maghinstraat)</i>	7	11	17	20	25	73	80
Gand (Cas.) <i>Gent (Cas.)</i>	»	8	16	15	20	59	59
Total <i>Totaal</i>	67	66	92	104	98	360	427
Total général <i>Algemeen totaal</i>	124	122	153	175	172	622	746

ÉTABLISSEMENTS. — <i>Onderwijsinstellingen.</i>	Section prépa- ratoire. — <i>Voorbe- reidende afdeeling</i>	École normale proprement dite. <i>Eigenlijke gezegde Normalschool.</i>					Total général. — <i>Alge- meen totaal.</i>
		1 ^{re} année. — <i>1^o jaar.</i>	2 ^e année. — <i>2^o jaar.</i>	3 ^e année. — <i>3^e jaar.</i>	4 ^e année. — <i>4^e jaar.</i>	Total de l'École normale. — <i>Totaal van de Normaal school.</i>	
Alsemberg <i>Alsemberg</i>	»	20	15	17	11	63	63
Anvers (rue des Récollets) <i>Antwerpen (Minderbroedersstraat)</i>	17	23	26	22	29	100	117
Arlon <i>Aarlen</i>	2	32	18	26	26	102	104
Braine-le-Comte <i>s' Gruvenbrakel</i>	15	22	18	29	30	99	114
Bruxelles (rue T. N.) <i>Brussel (T. N. straat)</i>	12 2	15 5	28 8	46 10	45 4	161 »	175 »
Carlsbourg <i>Carlsburg</i>	12	18	19	30	31	98	110
Gand (Sterre) <i>Gent (Sterre)</i>	»	30	19	20	24	113	113
Louvain (Mal.) <i>Leuven (Mal.)</i>	»	24	18	30	14	86	86
Malines <i>Mechelen</i>	»	24	22	38	36	120	120
Malonne <i>Malonne</i>	»	19	24	30	28	101	101
Mechelen S/M <i>Mechelen A/M</i>	11	23	37	42	52	154	163
Oostacker <i>Oostacker</i>	30	28	22	24	15	89	119
Roulers <i>Roesselaere</i>	»	33	29	25	17	104	104
Saint-Nicolas-Waes <i>Sint-Niklaas-Waes</i>	19	30	49	72	62	213	232
Theux <i>Theux</i>	7	11	15	17	25	68	75
Thourout <i>Thourout</i>	28	42	51	62	59	214	242
Total <i>Totaal</i>	155	419	418	540	508	1,885	2,040
Anvers (rue de l'Empereur) <i>Antwerpen (Keizerstraat)</i>	17	25	22	31	37	115	132
Bastogne <i>Bastogne</i>	16	19	24	30	32	105	121
Blegny-Trembleur <i>Blegny-Trembleur</i>	6	7	13	16	23	59	65
Brugelette <i>Brugelette</i>	16	12	17	19	19	67	83
Bruges Saint-André <i>Brugge Sint-André</i>	3 »	30 7	29 »	39 8	24 »	137 »	140 »
Bruxelles (rue Berlaumont) <i>Brussel (Berlaumontstraat)</i>	»	11	9	13	9	42	42
Celles <i>Celles</i>	7	16	9	8	9	42	49

ETABLISSEMENTS. — <i>Onderwijsinstellingen.</i>	Section prépa- ratoire. — <i>Voorbe- reidende afdeeling</i>	École normale proprement dite. <i>Eigentliche gezegde Normaalschool.</i>					Total général. — <i>Alge- meen totaal.</i>
		1 ^{re} année. — <i>1^o jaar.</i>	2 ^e année. — <i>2^e jaar.</i>	3 ^e année. — <i>3^e jaar.</i>	4 ^e année. — <i>4^e jaar.</i>	Total de l'École normale. — <i>Totaal van de Normaal- school</i>	
Champion <i>Champien</i>	43	42	46	25	31	84	97
Diest <i>Diest</i>	3	4	10	15	21	50	53
Eecloo <i>Eekloo</i>	21	34	42	42	47	165	186
Gand (Lion) <i>Gent (Leeuw)</i>	27	29	44	44	48	165	192
Gosselies <i>Gosselies</i>	6	14	12	17	14	57	63
Gysegem <i>Gysegem</i>	30	30	35	31	23	119	149
Hasselt <i>Hasselt</i>	15	30	31	33	29	123	138
Hérenthals <i>Herenthals</i>	10	14	18	24	27	83	93
Héverlé <i>Héverlé</i>	77	85	87	107	112	391	468
Hougaerde <i>Hougaerde</i>	6	9	9	16	10	44	50
Huy <i>Hoei</i>	8	10	12	13	7	42	50
Kain <i>Kain</i>	15	12	7	12	10	41	56
Laeken <i>Laken</i>	13	28	21	22	16	87	100
Leuze <i>Leuze</i>	5	11	13	13	5	42	47
Liège (rue Hors-Château) <i>Luk (Hors-Château straat)</i>	14	15	15	22	11	63	77
Looz-la-Ville <i>Looz-la-Ville</i>	11	6	10	18	12	46	57
Louvain (Paridaens) <i>Leuven (Paridaens)</i>	22	23	15	14	12	64	86
Mont-Saint-Amand <i>Sint-Amandsberg</i>	15	27	22	36	33	118	133
Nivelles <i>Nijvel</i>	19	26	23	22	11	82	101
Pecq <i>Pecq</i>	23	30	15	22	17	84	107
Pesche <i>Pesche</i>	12	22	19	12	18	71	83
Renaix <i>Ronse</i>	7	6	11	14	11	42	49
Saint-Nicolas-Waes <i>Sint-Niklaas-Waes</i>	18	37	39	43	45	164	182
Thielt <i>Thielt</i>	6	26	18	18	21	83	89

ETABLISSEMENTS. Onderwijsinstellingen.	Section prépa- ratoire. Voorbe- reidende afdeeling	École normale proprement dite <i>Eigenlijke gezegde Normalschool.</i>					Total général. Alge- meen totaal.
		1 ^{re} année. — 1 ^e jaar.	2 ^e année. — 2 ^e jaar.	3 ^e année. — 3 ^e jaar.	4 ^e année. — 4 ^e jaar.	Total de l'École normale. — Totaal van de Normaal school.	
Turnhout <i>Turnhout</i>	19	21	25	23	21	90	109
Virton <i>Virton</i>	11	25	12	14	11	62	73
Vorselaer <i>Vorselaer</i>	30	14	12	14	17	57	87
Wavre-Notre-Dame <i>Onze-Lieve-Vrouw-Waver</i>	»	20	30	30	38	118	148
Wyneghem <i>Wyneghem</i>	20	24	24	27	17	92	112
Total <i>Totaal</i>	541	771	770	907	848	3,296	3,837
Total général <i>Algemeen totaal</i>	696	1,190	1,188	1,447	1,356	5,181	5,877

Etat. — Staat.	Garçons. <i>Jongens.</i>	57	110	128	124	150	512	569
	Filles. <i>Meisjes.</i>	95	143	155	195	184	677	772
Provinciale. <i>Provinciale.</i>	Garçons <i>Jongens.</i>	33	51	36	46	38	201	234
	Filles. <i>Meisjes.</i>	35	62	61	76	74	273	308
Communale. <i>Gemeentelijke.</i>	Garçons. <i>Jongens.</i>	57	56	61	71	74	262	319
	Filles. <i>Meisjes.</i>	67	66	92	104	98	360	427
Privées. <i>Afzonderlijk.</i>	Garçons. <i>Jongens.</i>	155	419	418	540	508	1,885	2,040
	Filles. <i>Meisjes.</i>	541	771	770	907	848	3,296	3,887
Total général <i>Algemeen totaal</i>		1,040	1,678	1,721	2,063	2,004	7,466	8,506

SECTION NORMALE GARDIENNE.

Normale bewaarfdeeling.

ETABLISSEMENTS. — ONDERWIJSINSTELLINGEN.	1 ^{re} année. — 1 ^{re} jaar.	2 ^e année. — 2 ^e jaar.	Total. — Totaal.
ÉTATS. — STAAT.			
Bruges. — <i>Brugge</i>	6	8	14
Bruxelles. — <i>Brussel</i>	4	8	12
Laeken. — <i>Laken</i>	7	4	11
Liège. — <i>Luik</i>	6	8	14
	23	28	51
PROVINCIAL. — Provinciaal.			
Mous. — <i>Bergen</i>	34	27	61
COMMUNAUX. — Gemeentelijk			
Anvers (rue de la Province). — <i>Antwerpen (Provinciestraat)</i> . .	24	»	24
Bruxelles (Visit.). — <i>Brussel (Visit.)</i>	17	24	41
Gand (Casino). — <i>Gent (Casino)</i>	»	»	»
Liège (rue Basse-Wez). — <i>Luik (Basse-Wezstraat)</i> . . .	9	9	18
	50	33	83
Libres. — Vrije.			
Anvers (Poth.). — <i>Antwerpen (Poth.)</i>	12	16	28
Ath. — <i>Ath</i>	5	6	11
Bastogne. — <i>Bastenaken</i>	7	8	15
Berlaer. — <i>Berlaer</i>	12	9	21
Blegny. — <i>Blegny</i>	»	»	»
Bruges. — <i>Brugge</i>	23	22	45
Champion. — <i>Champion</i>	»	»	»
Eecloo. — <i>Eekloo</i>	13	4	17
Erps-Querbs. — <i>Erps-Querbs</i>	4	»	4
Gand (Lion). — <i>Gent (Leeuw)</i>	24	25	49
Gosselies. — <i>Gosselies</i>	»	»	»
Gyseghem. — <i>Gyseghem</i>	23	8	31
Hasselt. — <i>Hasselt</i>	4	6	10
Héverlé. — <i>Héverlé</i>	17	8	25
La Louvière. — <i>La Louvière</i>	4	4	8
Leval (Centre). — <i>Leval (Centre)</i>	2	1	3

ÉTABLISSEMENTS. — ONDERWIJSINSTELLINGEN.	1 ^{re} année. — 1 ^o jaar.	2 ^e année. — 2 ^o jaar.	Total. — Totaal.
Liège (Hors-Château). — <i>Luik (Hors-Château)</i>	6	10	16
Mont-Saint-Amand. — <i>Sint-Amandsberg</i>	22	3	25
Saint-Nicolas. — <i>Sint-Niklaas</i>	6	10	16
Termonde. — <i>Dendermonde</i>	6	5	11
Thielt. — <i>Thielt</i>	»	»	»
Vorsselaer. — <i>Vorsselaer</i>	31	11	42
Virginal. — <i>Virginal</i>	9	7	16
Virton. — <i>Virton</i>	»	»	»
Wavre-Notre-Dame. — <i>Onze-Lieve-Vrouw-Waver</i>	10	10	20
Wyneghem. — <i>Wyneghem</i>	6	3	9
Total. — <i>Totaal</i>	246	176	422

ANNEXE III. — *BIJLAGE III.*

POPULATION.		BEVOLKING.		
ATHÉNÉES ROYAUX.		<i>Koninklijke atheneae.</i>		
		31 décembre. 31 December. 1925	1926	1927
1. Anvers. — <i>Antwerpen</i>		874	814	816
2. Arlon. — <i>Arlon</i>		230	210	217
3. Ath. — <i>Ath</i>		123	92	90
4. Bruges. — <i>Brugge</i>		204	194	171
5. Bruxelles. — <i>Brussel</i>		604	575	550
6. Charleroi. — <i>Charleroi</i>		614	596	552
7. Chimay. — <i>Chimay</i>		212	181	176
8. Dinant. — <i>Dinant</i>		126	133	120
9. Gand. — <i>Gent</i>		449	462	433
10. Hasselt. — <i>Hasselt</i>		267	269	265
11. Huy. — <i>Hoei</i>		165	170	183
12. Ixelles. — <i>Elsene</i>		770	696	750
13. Liège. — <i>Luik</i>		790	740	713
14. Louvain. — <i>Leuven</i>		424	349	323
15. Malines. — <i>Mechelen</i>		269	257	232
16. Malmédy. — <i>Malmédy</i>		180	189	178
17. Mons. — <i>Bergen</i>		464	466	414
18. Namur. — <i>Namen</i>		232	212	209
19. Nivelles. — <i>Nijvel</i>		275	255	266
20. Ostende. — <i>Oostende</i>		446	483	446
21. Tirlemont. — <i>Thienen</i>		274	267	254
22. Tongres. — <i>Tongeren</i>		194	208	211
23. Tournai. — <i>Doornik</i>		258	237	204
24. Verviers. — <i>Verviers</i>		206	225	247
Total	fr.	8,650	8,380	8,120
SECTIONS D'ATHÉNÉES ANNEXÉES		<i>Athenaea afdeelingen ingetijfd</i>		
A DES ÉCOLES MOYENNES DE L'ÉTAT.		<i>bij de Staatsmiddelbare Scholen.</i>		
25. Bouillon. — <i>Bouillon</i>		41	38	23
26. Diest. — <i>Diest</i>		78	91	78
27. Stavelot. — <i>Stavelot</i>		63	64	68
28. Thuin. — <i>Thuin</i>		75	66	66
29. Virton. — <i>Virton</i>		76	79	77
Total	fr.	333	338	312
Total général.	fr.	8,983	8,618	8,432

ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT MOYEN DU DEGRÉ INFÉRIEUR. —

1° POUR GARÇONS. —

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS. — AANDUIDING DER ONDERWIJSINSTELLINGEN.		1925		
		Section préparatoire. — Voorbereidende afdeeling.	Section moyenne et sections spéciales. Middelbare afdeeling en bijzondere afdeelingen.	Total. — Totaal.
ÉCOLES MOYENNES DE L'ÉTAT. <i>Rijksmiddelbare scholen.</i>				
Anvers. — <i>Antwerpen</i> .	Anvers. — <i>Antwerpen</i>	554	252	816
	Boom	374	69	443
	Lierre. — <i>Lier</i>	295	78	373
	Malines. — <i>Mechelen</i>	290	115	405
	Turnhout	309	98	407
Brabant. — <i>Brabant</i> .	Aerschot	233	91	324
	Braine-l'Alleud (crée en 1927)	»	»	»
	Bruxelles (2 ^e district). — <i>Brussel</i> (2 ^e district)	343	149	492
	Diest	255	127	382
	Etterbeek	295	70	315
	Hal. — <i>Halle</i>	338	159	497
	Jodoigne. — <i>Geldenuaken</i>	121	120	241
	Louvain. — <i>Leuven</i>	323	93	416
	Molenbeek-Saint-Jean. — <i>Sint-Jans-Molenbeek</i> .	301	90	391
	Schaerbeek	351	130	481
	Vilvorde. — <i>Vilvoorde</i>	133	83	216
	Wavre. — <i>Waver</i>	72	102	174
Flandre occidentale <i>West-Vlaanderen</i>	Blankenberghe	33	119	152
	Bruges. — <i>Brugge</i>	348	158	506
	Courtrai. — <i>Kortrijk</i>	»	80	80
	Furnes. — <i>Veurne</i>	109	67	176
	Menin. — <i>Meenen</i>	122	92	214
	Mouscron. — <i>Moescroen</i>	112	60	172
	Nieuport. — <i>Nieuwpoort</i>	142	66	208
	Poperinghe	118	39	157
	Ypres. — <i>Yper</i>	171	65	236

ONDERWIJSINSTELLINGEN MIDDEN VAN DEN LAGEREN GRAAD:

1^o Voor jongens.

1926			1927			OBSERVATIONS. — Aanmerkingen.
Section préparatoire. — Voorbereidende afdeeling.	Section moyenne et sections spéciales. — Middelbare afdeeling en bijzondere afdeelingen.	Total. — Totaal.	Section préparatoire. — Voorbereidende afdeeling.	Section moyenne et sections spéciales. — Middelbare afdeeling en bijzondere afdeelingen.	Total. — Totaal.	
500	238	738	419	240	659	
326	87	413	247	80	327	
260	68	328	215	68	283	
266	112	378	221	93	314	
254	82	336	231	83	314	
214	86	300	180	85	265	
»	»	»	207	56	263	
313	132	445	289	152	441	
238	96	334	207	86	293	
226	65	291	207	52	259	
271	139	420	238	150	388	
98	143	241	78	164	242	
298	86	384	254	82	336	
268	101	369	261	95	356	
334	149	483	317	142	459	
127	85	212	110	107	217	
55	107	162	53	93	146	
33	76	133	26	96	122	
285	152	437	237	151	388	
»	61	61	9	52	61	
101	61	162	81	64	145	
113	69	182	58	57	115	
»	»	»	79	47	126	
140	53	193	112	51	163	
118	42	160	117	39	156	
149	75	224	139	76	215	

ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT MOYEN DU DEGRÉ INFÉRIEUR. —

1° POUR GARÇONS (suite). —

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS. — AANDUIDING DER ONDERWIJSINSTELLINGEN.		1925		
		Section préparatoire.	Section moyenne et sections spéciales.	Total.
		— Voorbereidende afdeeling.	— Middelbare afdeeling en bijzondere afdeelingen.	— Totaal.
Flandre orientale <i>Oost-Vlaanderen</i>	Alost. — <i>Aalst</i>	362	188	550
	Gand. — <i>Gent</i>	490	245	735
	Lokeren. — <i>Lokeren</i>	217	61	278
	Ninove. — <i>Ninove</i>	130	63	193
	Renaix. — <i>Ronse</i>	286	103	387
	Saint-Nicolas. — <i>Sint-Niklaas</i>	»	135	135
	Termonde. — <i>Dendermonde</i>	174	64	238
	Selzaete (créé en 1927)	»	»	»
Hainaut. — <i>Henegouw.</i>	Ath	119	116	235
	Beaumont	46	45	91
	Binche	146	56	202
	Braine-le-Comte. — <i>'s Gravenbrakel</i>	210	138	348
	Châtelet	213	99	312
	Fleurus	107	115	222
	Flobecq	37	65	102
	Fontaine-l'Évêque	»	127	127
	Gilly	»	109	109
	Gosselies.	85	75	160
	Houdeng-Aimeries	57	65	122
	Jemappes	134	83	217
	Jumet.	70	151	221
	La Louvière	105	117	222
	Lessines. — <i>Lessen</i>	188	112	300
	Leuze.	107	77	184
	Mons. — <i>Bergen</i>	156	195	351
	Pâturages	88	75	163
	Pecq	151	87	238
	Péruwelz.	138	145	283
	Quiévrain	161	91	252
	Rœulx	89	57	146
	Saint-Ghislain	102	87	189
	Soignies	152	104	256
	Thun.	55	133	188

ONDERWIJSINSTELLINGEN MIDDEN VAN DEN LAGEREN GRAAD.

1° Voor jongens (vervolg).

1926			1927			OBSERVATIONS. — <i>Aanmerkingen.</i>
Section préparatoire. — <i>Voorbereidende afdeeling.</i>	Section moyenne et sections spéciales. — <i>Middelbare afdeeling en bijzondere afdeelingen.</i>	Total. — <i>Totaal.</i>	Section préparatoire. — <i>Voorbereidende afdeeling.</i>	Section moyenne et sections spéciales. — <i>Middelbare afdeeling en bijzondere afdeelingen.</i>	Total. — <i>Totaal.</i>	
274	209	483	211	168	379	
410	230	640	313	230	543	
181	65	246	140	61	201	
107	69	176	87	74	161	
239	93	332	209	109	318	
»	133	133	»	144	144	
158	68	226	160	64	224	
»	»	»	145	46	191	
93	123	216	82	103	185	
52	41	93	52	40	92	
119	54	173	130	64	194	
169	145	317	147	150	297	
196	115	311	181	133	314	
100	137	237	80	135	215	
23	46	69	58	61	119	
»	116	116	»	107	107	
»	107	107	»	95	95	
74	92	166	53	95	148	
48	73	121	55	63	118	
108	105	213	98	81	179	
77	143	218	71	154	225	
106	113	219	94	97	191	
171	112	283	166	106	272	
109	59	168	104	54	158	
146	174	320	132	163	295	
78	89	167	86	110	196	
133	88	221	134	88	222	
119	131	250	82	121	203	
134	96	230	128	99	227	
74	63	137	59	60	119	
98	94	192	87	95	182	
128	114	242	107	93	200	
49	96	145	38	84	122	

ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT MOYEN DU DEGRÉ INFÉRIEUR. —

1° POUR GARÇONS (suite). —

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS. — AANDUIDING DER ONDERWIJSINSTELLINGEN.		1925		
		Section préparatoire. — <i>Voorbereidende afdeeling.</i>	Section moyenne et sections spéciales. — <i>Middelbare afdeeling en bijzondere afdeelingen.</i>	Total. — <i>Totaal.</i>
Liège. — <i>Luik</i>	Aywaille	132	85	217
	Hannut	»	157	159
	Huy. — <i>Hoei</i>	94	252	346
	Limbourg. — <i>Limburg</i>	147	97	244
	Seraing	82	225	307
	Spa	59	66	125
	Stavelot	176	115	291
	Verviers	49	138	187
	Visé	263	89	352
Limbourg <i>Limburg</i>	Waremme. — <i>Borgworm</i>	135	121	256
	Rasselt	201	4 ^e 3 ^e et 6 ^e athénée.	201
	Maeseyck	48	50	98
	Saint-Trond. — <i>Sint-Truiden</i>	177	72	249
	Tongres. — <i>Tongeren</i>	159	29	181
Luxembourg <i>Luxemburg</i>	Bouillon	»	25	25
	Marche	87	73	160
	Neufchâteau.	67	79	146
	Saint-Hubert.	69	59	128
	Virton.	26	130	156
Namur. — <i>Numen</i> .	Andenne.	105	76	181
	Beauraing	47	52	99
	Ciney.	59	44	103
	Couvin	»	63	63
	Florennes	»	60	60
	Fosses	69	87	156
	Namur. — <i>Numen</i>	65	80	145
	Philippeville.	36	37	73
	Rochefort	97	62	159
	Walcourt.	»	48	48
Allemagne occupée <i>Bezet Deutschland</i>	Aix-la-Chapelle	238	59	297
Total général <i>Algemeen totaal</i>		12,754	8,478	21,232

ONDERWIJSINSTELLINGEN MIDDEN VAN DEN LAGEREN GRAAD.

1^o Voor jongens (vervolg).

1926			1927			OBSERVATIONS. — Aanmerkingen.
Section préparatoire. —	Section moyenne et sections spéciales. —	Total. —	Section préparatoire. —	Section moyenne et sections spéciales. —	Total. —	
Voorbereidende afdeeling.	Middelbare afdeeling en bijzondere afdeelingen.	Totaal.	Voorbereidende afdeeling.	Middelbare afdeeling en bijzondere afdeelingen.	Totaal.	
135	72	207	126	54	180	
"	159	159	"	122	122	
82	217	309	70	220	290	
142	112	254	135	119	254	
75	246	321	51	261	312	
57	67	124	59	75	134	
153	83	236	149	61	210	
29	137	166	34	128	162	
271	94	365	268	99	367	
125	102	227	124	106	230	
200	"	200	206	125	331	
49	46	95	44	45	89	
181	58	239	161	61	222	
150	34	184	131	21	152	
"	24	24	"	25	25	
99	70	169	80	92	172	
62	82	144	49	74	123	
71	47	118	61	56	117	
23	111	134	19	104	123	
110	88	198	98	81	179	
40	52	92	32	47	79	
99	41	140	92	35	127	
"	73	73	"	81	81	
"	64	64	"	83	83	
79	72	151	51	70	121	
58	69	127	38	77	115	
30	22	52	36	27	63	
97	56	153	98	73	171	
"	51	51	"	62	62	
210	41	251	250	45	295	
11,497	8,412	19,909	10,543	8,340	18,883	

ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT MOYEN DU DEGRÉ INFÉRIEUR.

2° POUR FILLES.

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS. AANDUIDING DER ONDERWIJSINSTELLINGEN.		1925		
		Section préparatoire. — Voorbereidende afdeeling.	Section moyenne et sections spéciales. — Middelbare afdeeling en bijzondere afdeelingen.	Total. — Totaal.
ÉCOLES MOYENNES DE L'ÉTAT POUR FILLES.				
Rijksmiddelbare meisjesscholen.				
Anvers. — Antwerpen.	Boom	185	41	226
	Lierre. — <i>Lier</i>	235	43	278
	Malines. — <i>Mechelen</i>	226	146	372
Brabant. — Brabant .	Braine-l'Alleud (créée en 1927)	»	»	»
	Bruxelles (1 ^{er} District). — <i>Brussel (1^{er} District)</i> .	125	107	232
	Bruxelles (2 ^e District). — <i>Brussel (2^e District)</i> .	250	99	349
	Diest	150	56	206
	Ixelles. — <i>Elsene</i>	187	190	377
	Louvain. — <i>Leuven</i>	356	89	445
	Molenbeek-Saint-Jean. — <i>Sint-Jans-Molenbeek</i> .	214	184	398
	Schaerbeek	318	111	429
	Tirlemont. — <i>Thienen</i>	180	99	279
	Vilvorde. — <i>Vilvoorde</i>	165	60	225
Wavre. — <i>Waver</i>	77	59	136	
Flandre occidentale <i>West-Vlaanderen</i>	Bruges. — <i>Brugge</i>	240	74	314
	Menin. — <i>Meenen</i>	»	19	19
	Nieuport. — <i>Nieuwpoort</i>	78	21	99
	Ostende. — <i>Oostende</i>	279	97	376
Flandre orientale <i>Oost-Vlaanderen</i>	Alost. — <i>Aalst</i>	153	52	205
	Lokeren	90	19	109
	Ninove	69	45	114
	Termonde. — <i>Dendermonde</i>	164	28	192

ONDERWIJSINSTELLINGEN MIDDEN VAN DEN LAGEREN GRAAD.

2° Voor meisjes.

1926			1927			OBSERVATIONS. — Aanmerkingen.
Section préparatoire. — Voorbereidende afdeeling.	Section moyenne et sections spéciales. — Middelbare afdeeling en bijzondere afdeelingen.	Total. — Totaal.	Section préparatoire. — Voorbereidende afdeeling.	Section moyenne et sections spéciales. — Middelbare afdeeling en bijzondere afdeelingen.	Total. — Totaal.	
213	43	256	187	45	232	
147	40	187	134	43	177	
208	141	349	182	120	302	
»	»	»	165	75	240	
98	86	184	134	110	244	
243	95	338	207	98	305	
140	50	190	116	48	164	
165	190	355	151	190	341	
328	77	405	297	75	372	
186	172	358	166	184	350	
298	127	425	233	136	369	
191	111	302	170	91	261	
180	53	233	134	62	196	
78	49	127	58	58	116	
248	66	314	208	81	289	
»	18	18	»	13	13	
68	23	91	66	30	96	
265	125	390	233	116	369	
148	51	199	134	65	199	
83	21	104	76	21	97	
72	33	105	77	47	124	
132	36	168	127	38	165	

ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT MOYEN DU DEGRÉ INFÉRIEUR. —

2° POUR FILLES (suite). —

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS. <i>AANDUIDING DER ONDERWIJSINSTELLINGEN.</i>		1925		
		Section préparatoire. <i>Voorbereidende afdeling.</i>	Section moyenne et sections spéciales. <i>Middelbare afdeling en bijzondere afdelingen.</i>	Total. <i>Totaal.</i>
Hainaut. — <i>Henegouw.</i>	Ath	74	94	168
	Beaumont	»	68	68
	Braine-le-Comte. <i>'s Gravenbrakel</i>	42	93	135
	Charleroi	322	274	596
	Jumet.	64	150	214
	La Louvière	71	119	190
	Lessines. — <i>Lessen</i>	24	61	85
	Mous. — <i>Bergen</i>	81	135	216
	Pâturages	»	71	71
	Pecq	»	46	46
	Péruwelz.	43	85	128
	Soignies. — <i>Zinnik</i>	109	55	164
	Tournai. — <i>Doornijk</i>	84	55	139
Liège. — <i>Luik</i>	Huy. — <i>Hoel</i>	58	210	268
	Seraing	69	181	250
	Spa	»	32	32
	Verviers	147	199	346
	Visé	»	66	66
Limbourg. — <i>Limburg.</i>	Hasselt	170	47	215
Luxembourg <i>Luxemburg</i>	Arlon. — <i>Aarlen</i>	»	102	102
Namur. — <i>Namen</i>	Andenne	65	53	118
	Dinant	71	45	116
	Namur. — <i>Namen</i>	134	127	261
Eupen-Malmédy	Malmédy	73	42	115
Total général. — <i>Algemeen totaal</i>		5,442	4,031	9,473

ONDERWIJSINSTELLINGEN MIDDEN VAN DEN LAGEREN GRAAD.

2^e Voor meisjes (vervolg).

1926			1927			OBSERVATIONS. — Aanmerkingen.
Section préparatoire. — Voorbereidende afdeeling.	Section moyenne et sections spéciales. — Middelbare afdeeling en bijzondere afdeelingen.	Total. — Totaal.	Section préparatoire. — Voorbereidende afdeeling.	Section moyenne et sections spéciales. — Middelbare afdeeling en bijzondere afdeelingen.	Total. — Totaal.	
68	90	158	57	73	130	
»	57	57	»	40	40	
23	73	96	30	70	100	
304	292	598	266	294	560	
57	136	193	56	129	185	
73	130	203	76	114	190	
24	64	88	14	60	74	
85	132	217	72	100	172	
»	79	79	»	84	84	
»	41	41	»	45	45	
45	85	130	45	91	136	
77	64	141	62	63	125	
89	61	150	89	60	149	
61	193	254	57	163	220	
61	182	243	44	165	209	
»	48	48	»	48	48	
150	190	340	160	183	343	
»	52	52	»	54	54	
152	58	210	154	62	216	
»	104	104	»	80	80	
54	64	118	43	53	96	
63	50	113	50	39	89	
116	106	119	98	107	205	
78	46	127	86	48	134	
5,223	4,063	9,286	4,754	3,971	8,725	